

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MULHOUSE
Procès-Verbal n° 2/2026
SEANCE D'INSTALLATION DU VENDREDI 27 MARS 2026 A 15H
Sous la présidence de M. Joseph SIMEONI, Doyen puis
de M. Frédéric MARQUET, Maire
(Convocation remise le 23 mars 2026)

Quorum pour 55 membres : 28 présents.

Présents :

Le Maire (1) : M. Frédéric MARQUET.

Mmes et MM. les Adjoints (20) :

M. Jean-Marc AMATRUUDA, M. Rodolphe CAHN, Mme Catherine CHOPIN, M. Thierry COUTAYE, Mme Carine DE MARIN, Mme Angélique DELAPORTE, M. Philippe D'ORELLI, M. Boubaker FETTIS, Mme Delphine GHELLI, Mme Anne-Catherine GOETZ, M. Francis GRIENENBERGER, M. Frédéric GUTHMANN, M. Philippe LALLEMANT, Mme Anne LAUMOND, Mme Mélanie MARCHANT, Mme Lara MILLION, M. Denis PAULIAC, M. Jean-Lou REICHLING, Mme Brigitte Biriçik SACARD, et Mme Sarah ZEHRI.

Les Conseillers Municipaux (12) :

M. Arnaud BUCHER, M. Philippe DUVERNOIS, Mme Malvine FREY, Mme Aurelia GERBER, M. Patrick HELL, Mme Peggy MIQUÉE, Mme Kelly PARTOUCHE, M. Alessandro RIGONI, M. Christophe STEGER, Mme Christine STUDER, M. Michel WIEDERKEHR, et M. Hubert ZUMBIHL.

Groupe : « Mulhouse en Commun avec Loïc Minery » (6 élus) :

Mme Fatiha GUEMAZI-KHEFFI, Mme Léonie HEBERT, M. Loïc MINERY, Mme Pascale Cléo SCHWEITZER, M. Joseph SIMEONI, et M. Thiébaud WEBER.

Groupe : « Nous sommes Mulhouse » (6 élus)

Mme Sirine BEN HADJ, M. Thibault BENABID, M. Soheib HADDAD, Mme Patricia LEGOUGE, Mme Isabelle MAURER, M. Annouar SASSI.

Groupe : « Fiers de Mulhouse avec Michèle Lutz » (5 élus)

M. Florian COLOM, M. Alain COUCHOT, Mme Aya HIMER, Mme Marie HOTTINGER et Madame Marie CORNEILLE.

Groupe : « Rassemblement pour Mulhouse » (3 élus)

M. Pierre PINTO, Mme Céline REANT, et Mme Christelle RITZ.

Procurations (s) :

Procurations :

Groupe Majoritaire

Mme Fatou SISSOKO à Mme Lara MILLION.

Mme Julia MOTA-ANTONI à M. Rodolphe CAHN.

Assistent en outre à la séance :

M. Régis OCHSENBEIN, Directeur Général des Services, est désigné secrétaire de séance.

M. Fouad BOUCHAOUIR, Directeur de Cabinet.

M. Carino SPICACCI, Directeur Général Adjoint.

Mme Virginie GARNOIX, Directrice Générale Adjointe.

M. Thierry YOH-RECHAM, Directeur Général Adjoint.

M. Frédéric BRUN, Directeur Général Adjoint.

Mme Sophie POULAIN, Directrice des affaires juridiques et de la commande publique.

Mme Marie BRAUN, Directrice du Secrétariat Général.

AUX MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL**CONVOCATION AU CONSEIL MUNICIPAL D'INSTALLATION**

En application de l'article L 2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous prie de bien vouloir prendre part à la séance d'installation du Conseil Municipal qui se tiendra :

VENDREDI 27 MARS 2026 à 15 H
A LA SOCIETE INDUSTRIELLE DE MULHOUSE (HEMICYCLE DOLLFUS)
10 RUE DE LA BOURSE

ORDRE DU JOUR :

- 1° Installation des Conseillers Municipaux
- 2° Désignation du Secrétaire de séance
- 3° Adoption du procès – verbal du Conseil Municipal du 5 février 2026
- 4° 1 Election du Maire (Secrétariat Général/5.1/1)
- 5° 2 Fixation du nombre des Adjoints au Maire et élection des Adjoints au Maire (Secrétariat Général/5.1/2)
- 6° 3 Charte de l'élu local et conditions d'exercice des mandats des membres du Conseil Municipal (Secrétariat Général /5.6.2/3)
- 7° 4 Communication : Liste des Conseillers de Mulhouse au sein du Conseil Communautaire de Mulhouse Alsace Agglomération (Secrétariat Général/5.6.2/4)

1° INSTALLATION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

M. SIMEONI (Doyen) : merci, à tous d'être venus si nombreux pour cette séance d'installation du Conseil municipal de Mulhouse.

Conformément à l'article L. 2122-8 alinéa 1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise, je cite "la séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du Conseil Municipal", c'est moi ; j'ai le plaisir de déclarer la séance du Conseil municipal ouverte.

Il m'appartient maintenant de procéder à l'appel nominal.

(Le Doyen procède l'appel nominal et vérifie que le quorum de 28 élus présents en séance est atteint)

Le quorum est atteint.

M. SIMEONI (Doyen) : bienvenue à tous bienvenue à tous dans ce Conseil municipal et donc nous allons poursuivre le déroulé.

2° DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

M. SIMEONI (Doyen) : en application de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous propose de désigner Monsieur OCHSENBEIN, Directeur Général des Services, comme Secrétaire de séance.

Y a-t-il des oppositions ? Des Abstentions ?

Pour : 53 +2 procurations

Groupe majoritaire : 23 + 2 procurations

Groupe : « Mulhouse en Commun avec Loïc Minery » : 6

Groupe : « Nous sommes Mulhouse » : 6

Groupe : « Fiers de Mulhouse avec Michèle Lutz » : 5

Groupe : « Rassemblement pour Mulhouse » : 3

M. SIMEONI (Doyen) : Je n'en note aucune. Donc cher Régis OCHSENBEIN, vous allez assurer le secrétariat de séance.

3° ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 5 FÉVRIER 2026

M. SIMEONI (Doyen) : Toujours en application de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil municipal **d'approuver le procès - verbal de la séance du Conseil Municipal du 5 février 2026** qui vous a été transmis en même temps donc que la convocation.

Alors, je sais qu'il y a un certain nombre de conseillers municipaux qui étaient présents lors du dernier mandat, mais qu'il y en a désormais beaucoup de nouveaux. Donc, c'est à vous de voir. Vous pouvez, le cas échéant, vous abstenir si vous n'avez pas regardé de manière attentive ce procès-verbal, c'est pour cela que je propose s'il y a des abstentions, des oppositions, des remarques à effectuer.

Est-ce qu'il y a des oppositions ? Des abstentions concernant ce procès-verbal qui vous a été transmis avec la convocation au conseil de ce jour ? Je n'en note aucune. Ah pardon, excusez-moi, une, Mme Isabelle MAURER s'abstient sur le procès-verbal, vous le notez. Par conséquent, le procès-verbal du dernier Conseil municipal est approuvé.

Pour : 52 +2 procurations

Groupe majoritaire : 23 + 2 procurations

Groupe : « Mulhouse en Commun avec Loïc Minery » : 6

Groupe : « Nous sommes Mulhouse » : 4

Groupe : « Fiers de Mulhouse avec Michèle Lutz » : 5

Groupe : « Rassemblement pour Mulhouse » : 3

Abstention :

Groupe : « Nous sommes Mulhouse » : Mme MAURER

Le PV du conseil municipal du 5 février 2026 est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

4° ELECTION DU MAIRE (Secrétariat Général/5.1/1)

Il appartient au Doyen d'âge de l'assemblée d'assurer la présidence de la séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire (Article L 2122-8 du Code Général des Collectivités Locales).

Le président de séance rappelle les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales qui régissent l'élection du Maire et des Adjointes.

Le Maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est élu (Article L2122-7 du Code Général des Collectivités Locales).

Après avoir enregistré les candidatures, le Conseil procède à l'élection du Maire au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le résultat de l'élection est retranscrit dans le procès-verbal de l'élection du Maire.

M. SIMEONI (Doyen) : je poursuis. Avant d'entamer la procédure que vous attendez tous et toutes, celle de l'élection du nouveau maire, il m'appartient de vous rappeler les dispositions suivantes du Code général des collectivités territoriales.

Alors, évidemment je sais que c'est un petit peu laborieux vous allez dire il ne fait que lire, mais c'est obligatoire par rapport à la légalité, et qui sera vérifiée par le préfet. Donc, vous m'excusez pour ces longues lectures. Vous remarquerez que je ne me permets aucune digression.

Avant d'entamer **la procédure d'élection du nouveau Maire**, il m'appartient de vous rappeler les dispositions suivantes du Code Général des Collectivités Territoriales :

Article L. 2122-4 : Le Conseil municipal élit le maire et les adjoints parmi ses membres, au scrutin secret. Nul ne peut être élu maire s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus. Les fonctions de maire sont incompatibles avec l'exercice d'une des fonctions électives suivantes : président d'un conseil régional ou président d'un conseil départemental, ce n'est pas le cas ici.

Les fonctions de maire sont également incompatibles avec celles de membre de la Commission européenne, membre du directoire de la Banque centrale européenne ou membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France, ce n'est pas le cas non plus.

Tout maire exerçant une fonction le plaçant dans une situation d'incompatibilité prévue par les deuxième et troisième alinéas cesse de ce fait même d'exercer ses fonctions de maire. En cas de contestation, l'incompatibilité prend effet à compter de la date à laquelle la décision juridictionnelle confirmant l'élection devient définitive.

Article L2122-5 : Les agents des administrations ayant à connaître de la comptabilité communale, de l'assiette, du recouvrement ou du contrôle de tous impôts et taxes ne peuvent être maires ou adjoints, ni en exercer même temporairement les fonctions, dans toutes les communes qui, dans leur département de résidence administrative, sont situées dans le ressort de leur service d'affectation, ce n'est pas le cas également.

La même incompatibilité est opposable dans toutes les communes du département où ils sont affectés aux comptables supérieurs du Trésor et aux chefs de services départementaux des administrations mentionnées au premier alinéa. Je vous y renvoie donc, vous l'avez retenu par cœur, je pense.

Elle est également opposable dans toutes les communes de la région ou des régions où ils sont affectés aux directeurs régionaux des finances publiques et aux chefs de services régionaux des administrations mentionnées au premier alinéa.

Article L. 2122-7 : Le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu. Il arrive parfois que d'être le plus âgé vous ouvre la porte d'un mandat auquel vous n'aviez pas droit.

Pour le déroulement des élections, je vais vous donner quelques indications :

- Vous trouverez à votre place des bulletins blancs et des enveloppes. Est-ce que tout le monde a le matériel ? Apparemment, oui. Merci, donc aux services qui ont effectué avec précision cette responsabilité et cette tâche. Merci, Marie. Merci, à tout le monde. Vous êtes invité à inscrire sur le bulletin, le nom du candidat choisi avant de le mettre dans l'enveloppe.

- Les élus ayant une procuration, il se trouve qu'il y en a deux, je les ai cités tout à l'heure, Mme MILLION, M. CAHN, votent deux fois sur deux bulletins différents qu'ils mettront dans deux enveloppes différentes, pour que ce soit bien clair.

- Est-ce qu'il y a des élus qui ne souhaitent pas prendre part au vote ? Si oui, est-ce qu'ils ont des procurations ? Je vous pose la question et nous verrons bien.

(M. OCHSENBEIN barre les élus qui ne souhaitent pas prendre part au vote de sa liste d'appel)

- Pour ceux qui votent : à l'appel de votre nom, je vous prierais de déposer votre enveloppe dans l'urne qui figure sur la table de vote située devant moi.

Avant de procéder à l'élection du Maire, nous devons désigner 2 assesseurs qui procéderont au dépouillement. Je propose de désigner les benjamins de notre assemblée, **M. Alessandro RIGONI**, je vous en prie, jeune homme, **et Mme Aya HIMER**, qui était déjà la plus jeune en 2020, et qui le reste encore. Est-ce que tout le monde est d'accord avec ce que je viens de dire ? Est-ce qu'il y a des oppositions ? Il n'y en a pas, merci.

Nous allons maintenant élire le Maire de Mulhouse. Pour cela, je demande aux conseillers municipaux : **qui est candidat à la fonction de Maire de la Ville de Mulhouse ?**

Je vous en prie, Mme MILLION.

Mme MILLION : je propose la candidature pour être Maire de Mulhouse de Frédéric MARQUET.

M. SIMEONI (Doyen) : merci, la candidature de M. MARQUET est dûment enregistrée. Y a-t-il une autre candidature ? Il n'y en a pas. Si ? je n'ai pas vu, excusez-moi. M. Pierre PINTO ?

M. PINTO : je propose la candidature de Mme RITZ.

M. SIMEONI (Doyen) : ah, très bien, excusez-moi, je pensais que vous vouliez intervenir pour vous-même. Je note bien donc :

-M. Frédéric MARQUET,
-Mme Christelle RITZ.

Je n'ai pas l'habitude, il faut dire. C'est un boulot que l'on fait une seule fois dans sa vie. Donc, il ne nous reste plus maintenant qu'à procéder au vote.

Je déclare le scrutin ouvert et nous allons procéder à l'appel pour le vote.

Chaque conseiller qui va être appelé maintenant par M. OCHSENBEIN vient déposer dans l'urne le bulletin avec à l'intérieur, la feuille et le nom, ou pas, c'est en fonction des gens, du choix, etc. Est-ce que c'est clair pour tous et toutes ?
M. OCHSENBEIN.

(M. OCHSENBEIN fait l'appel en précisant les élus qui votent deux fois)

M. SIMEONI (Doyen) : bien, je pense que tout le monde a voté désormais. Donc j'invite Aya HIMER et Alessandro RIGONI, les assesseurs que nous sommes donc désigné.

M. SIMEONI (Doyen) : nous allons procéder de la manière suivante. Il faut ouvrir l'urne évidemment. Un assesseur extrait le bulletin de chaque enveloppe et l'autre compte le nombre de bulletins, et au bout vous me vous direz le nombre de bulletins trouvés dans l'urne. C'est la première étape.

Mme HIMER : 54.

M. SIMEONI (Doyen) : il y a peut-être quelqu'un qui a mis une enveloppe et pas de bulletin dedans ?

Mme HIMER : non, nous avons compté les enveloppes.

M. RIGONI : 54 enveloppes.

M. SIMEONI (Doyen) : 54 enveloppes ? Alors, il y a quelqu'un qui n'a pas pris part au vote, je ne sais pas qui. Moi, j'ai voté. Recomptez, s'il vous plaît. Il peut se trouver que quelqu'un ne vote pas.

M. OCHSENBEIN : faites des tas de 10.

(Les assesseurs recomptent)

M. SIMEONI (Doyen) : 55 ? Ah, donc il n'y avait pas d'erreur !

M. SIMEONI (Doyen) : alors, désormais, Mme HIMER ou M. RIGONI, vous choisissez, un assesseur lit à haute voix le nom qui figure sur chaque bulletin et l'autre assesseur note évidemment, X une voix, Y une voix, et les bulletins blancs

aussi quand il s'en trouve évidemment. Donc, un assesseur lit, l'autre assesseur note, et on notera nous aussi.

M. OCHSENBEIN : à haute voix, il y en a un qui ouvre, l'autre lit, et moi, je note.

(M. RIGONI lit à haute voix les bulletins.)

M. SIMEONI (Doyen) : donc, Mme Aya HIMER, quand vous avez fini les comptes, vous annoncez au micro les résultats obtenus par chaque candidat, et vous précisez le nombre de bulletins nuls également, de telle sorte que l'on puisse établir le résultat définitif du vote. Vous faites une séparation entre les bulletins blancs et les nuls.

M. RIGONI : alors, les résultats de l'élection de Monsieur le Maire de Mulhouse sont les suivants.

- nombre de bulletins dans l'urne : 55.
- nombre de bulletins nuls : 1
- nombre de bulletins blancs : 16.
- nombre de votes pour Mme RITZ : 3
- nombre de votes pour M. MARQUET : 35.

M. Frédéric MARQUET est élu Maire de Mulhouse.

SIMEONI (Doyen) : M. Frédéric MARQUET est proclamé maire de Mulhouse et je l'invite à prendre place dans le fauteuil du maire. J'ai l'occasion donc de lui remettre l'écharpe de sa fonction. Voilà, cher Frédéric, il me revient de vous remettre cette écharpe, et vous permettrez au doyen d'un jour que je suis aujourd'hui de parler avec déférence et franchise. Déférence que nous devons au maire de Mulhouse, et franchise d'un conseiller municipal depuis 2020, qui a été élu aujourd'hui et je vais le faire en utilisant le tu de l'égalité de la citoyenneté républicaine.

Attarde-toi à l'ornière des résultats, efforce-toi de rassembler la Ville dans un même élan. Félicitations, cher Frédéric.

(Applaudissements)

M. le Maire : chères Mulhousiennes, chers Mulhousiens, chers agents de la Ville de Mulhouse, mesdames et messieurs les conseillers municipaux, nous sommes à la cime, la société industrielle de Mulhouse. Ici, depuis deux siècles, des femmes et des hommes ont travaillé, inventé, entrepris, bâti. Ici, Mulhouse a conjugué l'industrie, l'innovation, le progrès social, l'ouverture au monde, et la fierté du travail, de l'excellence. Ici, on comprend que notre ville n'a jamais avancé par hasard, elle a toujours avancé grâce à des énergies, grâce à des talents, des volontés.

Mulhouse n'est pas une création de la nature, Mulhouse est une création des hommes, de leur courage et leur audace, une création du travail. Tenir ici notre Conseil municipal, c'est un symbole fort, c'est s'inscrire dans une histoire, s'enraciner dans une culture. Aujourd'hui, nous ouvrons ensemble un nouveau chapitre pour Mulhouse, et je vais commencer par l'essentiel, dire merci. Merci à

toutes celles et tous ceux qui ont fait confiance à notre équipe, à notre projet. Merci aussi à toutes celles et tous ceux qui ont compris et soutenu l'alliance que j'ai bâtie avec Lara MILLION. Cette confiance nous honore, elle nous oblige, elle nous engage.

Je veux m'adresser aussi à celles et ceux qui n'ont pas fait ce choix, à celles et ceux qui ont voté pour d'autres candidats, ainsi qu'à celles et ceux qui se sont abstenus. Dans une démocratie vivante, aucune voix n'est négligeable, aucun vote n'est insignifiant, chaque abstention doit interpeller. Je serai le maire de toutes les Mulhousiennes et de tous les Mulhousiens, et notre responsabilité collégiale sera de vous convaincre, non pas par des slogans ou des effets de tribune, mais par le concret. Parce que nous agissons, et surtout vous en mesurerez l'impact, à ce qui changera réellement dans votre vie quotidienne, dans votre rue, dans votre quartier, dans votre ville.

Mulhouse est une ville riche de sa diversité, mais elle est aujourd'hui beaucoup trop fragmentée, divisée entre ceux qui y croient encore et ceux qui s'en sont éloignés, fatigués par le doute, abîmés par la résignation. Je le dis sans détour, nous ne serons forts que si nous parvenons à nous retrouver, à fédérer, et je le dis avec humilité, la pauvreté de la participation doit tous nous interpeller. Elle nous impose d'abord d'écouter davantage, mais aussi à expliquer davantage. Elle nous oblige enfin à redonner l'envie de participer à la vie publique parce qu'une ville ne tient pas seulement par ses bâtiments, ses rues ou ses budgets, elle tient avant tout par le lien entre ses habitants et ses institutions.

Je veux dire un mot à l'équipe sortante et à l'ensemble des élus qui ont servi Mulhouse ces dernières années. Quelles que soient nos divergences, je sais ce que représente l'engagement public, ce qu'il vous en a coûté en temps, en énergie, souvent en vie familiale. Cet engagement demande tant de patience, de constance et de courage.

Je tiens à adresser un message particulier à Michèle LUTZ. Elle a été la première femme maire de Mulhouse, et cela restera une étape marquante dans l'histoire de notre ville. Je respecte l'engagement qu'elle y a mis, et je lui souhaite le meilleur.

À présent, je l'affirme clairement, l'essentiel, le credo unique, c'est Mulhouse, et dans ce cadre, je salue d'abord les agents de la Ville, les femmes et les hommes qui font tourner la maison. Ce sont eux qui permettent que les décisions deviennent des réalités, ce sont eux qui assurent la continuité du service public, ce sont eux qui, chaque jour, rendent possible la vie municipale. Je le dis avec beaucoup de sérénité, nous arrivons pour travailler avec vous, pas juste à côté de vous.

Pendant 13 ans, jusqu'en 2024, j'ai eu l'honneur d'œuvrer au sein de vos équipes, j'ai pu apprécier vos compétences, votre engagement. J'ai pu aussi percevoir des inquiétudes, et je vous le dis clairement, nous aurons besoin de vous, de votre expérience, de vos conseils, de vos idées. Nous allons vous demander des efforts parce qu'il faudra redresser, réorganiser, simplifier, accélérer, dans le respect de votre travail, de votre parole, de votre fonction. Parce qu'aucune politique publique ne peut réussir si ceux qui la mettent en œuvre ne s'y reconnaissent pas. Nous voulons bâtir avec vous une relation de confiance exigeante, mais loyale, lisible,

enthousiasmante, au service d'un projet, et d'un seul objectif, servir notre ville et nos habitants.

Je vais aussi tendre la main à l'opposition. La majorité a la responsabilité d'agir, l'opposition a la responsabilité de contrôler, d'alerter, de proposer. Ce rôle est essentiel, il est légitime, il est nécessaire. Notre démocratie locale sera plus solide si nous savons débattre sans nous déchirer. Apprenons à nous contredire sans nous mépriser. Faisons toujours prévaloir l'intérêt général.

Je salue particulièrement l'engagement de Loïc MINERY, d'Annouar SASSI et de leur équipe. Dans cette campagne, vos résultats, vos idées, votre mobilisation sur le terrain ont compté. Vous avez porté des attentes, des colères, des espoirs, et cela doit aussi compter pour l'avenir.

Dans une démocratie vivante, les voix qui se sont exprimées ne disparaissent pas le soir du scrutin, elles doivent continuer à nourrir le débat, à faire avancer les sujets, à enrichir les décisions. C'est pourquoi je prendrai dans les tout prochains jours l'initiative de recevoir un par un les groupes d'opposition. Je souhaite un dialogue franc, respectueux, utile. Je veux que chacun puisse contribuer, alerter, partager.

Ce dialogue doit commencer immédiatement, dans le respect, dans la clarté, dans la franchise. Il faut que nous inventions ensemble un nouveau modèle fondé sur un fonctionnement plus efficace, plus vertueux, des règles claires de dialogue, des temps de travail partagés sur les grands dossiers, des groupes de réflexion, et des séquences d'échanges où l'on s'écoute vraiment sans effet de posture, avec en seule ligne de mire l'intérêt de Mulhouse, des Mulhousiennes et des Mulhousiens. Chaque groupe doit se sentir entendu. Je veux que ce Conseil soit un lieu de construction et non pas de confrontation.

Je tiens aussi à souligner à nouveau ici la force de l'alliance que nous avons nouée avec Lara MILLION. Nous avons su dépasser les étiquettes et les schémas habituels et nous mettre d'accord sur l'essentiel, servir notre ville. Cette alliance n'est pas un arrangement d'appareil, c'est une addition de parcours différents, de compétences complémentaires de sensibilité qui ont fait le pari de se rassembler autour d'un projet. Cette diversité c'est une force, une force qui nous amène à dialoguer, à construire, à être plus larges que nous-mêmes.

Notre équipe est nouvelle, il nous faudra donc un temps d'installation pour prendre la mesure des dossiers, pour intégrer les rouages de la machine municipale, pour construire une méthode de travail solide avec les services, avec les partenaires et tous les acteurs. Je vous demande donc un peu de patience raisonnablement, mais nous privilégierons toujours la rigueur à la précipitation, la clarté à l'agitation, l'efficacité aux effets de manche, mais comptez sur moi, nous n'allons pas perdre de temps, et nous n'allons pas attendre pour travailler aux priorités claires de notre projet. Je les rappelle simplement :

D'abord bien vivre. Cela veut dire une ville plus sûre, plus propre, plus apaisée, avec une présence renforcée sur le terrain, avec de la prévention, de la proximité, de la propreté, de la réactivité. Une ville bien tenue et une ville où les habitants sont respectés, et le respect commence par le quotidien.

Ensuite, s'épanouir. Cela signifie accompagner les familles, les enfants, les adolescents, les jeunes adultes, les aînés, et aussi soutenir les associations, les éducateurs, les acteurs culturels et sportifs, les structures de quartier. Mulhouse doit être une ville où chacun trouve sa place, une ville où l'on peut grandir, apprendre, travailler, s'engager et vieillir dignement.

Enfin, vibrer. Cela implique une ville qui crée, qui innove, qui bouge, qui rayonne. Une ville qui s'appuie sur sa culture, son sport, ses commerces, ses événements, son audace. Une ville dont les habitants peuvent être fiers.

Dès les premiers mois, nous agirons sur les sujets du quotidien, sécurité, propreté, circulation, entretien, accès aux soins, vitalité de notre ville, au centre-ville et dans les quartiers. Nous traiterons ce qui pèse le plus sur la vie réelle des habitants.

Un mot précis sur Brian Franklin, c'est un sujet concret, très attendu, et nous le traiterons comme une priorité d'étude.

Nous examinerons rapidement les conditions d'une réouverture, d'un réajustement de la circulation automobile, avec une méthode claire, pratique, pragmatique, à l'écoute des habitants, des commerçants, des usagers. L'objectif est simple : retrouver un équilibre juste entre apaisement, accessibilité et vie économique. Mulhouse a besoin d'aménagements intelligents, pas d'idéologie. Notre ville a besoin de solutions qui fonctionnent pour la vie de tous les jours.

À présent, je souhaite évoquer un chantier à la fois symbolique et concret que nous allons lancer. Nous allons lancer un printemps de la lumière. Aujourd'hui, trop éteinte, nous voulons rééclairer notre ville. Il s'agira de rééclairer progressivement nos rues, nos places, les monuments, pour redonner une atmosphère plus apaisée, plus rassurante, plus belle. La lumière n'est pas un détail, elle change la manière dont on vit une ville, dont on la traverse. Elle change la manière dont on s'y sent.

Le soir venu, chacune et chacun doit pouvoir marcher dans sa rue avec un sentiment plus grand de sécurité et de fierté. Mulhouse sera une ville accueillante, une ville chaleureuse, une ville vivante, une ville qui donne envie de sortir, d'aller au centre, d'aller dans les quartiers, d'y rester, d'y revenir.

Autre action concrète, parce qu'une ville ne se transforme pas seulement par des décisions venues d'en haut, mais aussi grâce à l'engagement collectif de ses habitants. Nous proposerons dans les prochains mois un grand week-end de nettoyage de Mulhouse. Ce sera un moment simple, concret. Habitants, associations, écoles, commerçants, élus, services, tout le monde pourra y prendre sa part, chacun pourra retrousser ses manches pour nettoyer les pieds d'immeubles, les trottoirs, les parcs, les abords des bâtiments publics. Ce ne sera pas un simple événement symbolique, ce sera un acte de fierté collective, et ce week-end sera ponctué d'un grand pique-nique populaire place de la Réunion. Ce sera un moment de convivialité, de rencontre, de partage, comme une ville qui se rassemble pour prendre soin d'elle-même.

À présent, parlons de la jeunesse parce que la jeunesse n'est pas un sujet secondaire et qu'elle ne représente pas seulement l'avenir, elle est déjà le présent dans notre ville. Je m'adresse aux jeunes Mulhousiennes et Mulhousiens. Nous

voulons une ville où vous avez envie de rester, de construire, de créer, d'entreprendre, de vous engager. Une ville qui vous ouvre des portes, pas une ville qui vous enferme, une ville qui vous écoute, pas une ville qui vous parle de loin, une ville où l'on peut trouver sa place sans devoir partir pour exister, une ville plus vivante le soir, plus attractive pour vos projets, plus attentive à vos attentes. Nous souhaitons vous associer davantage à la vie publique, à la culture, au sport, aux initiatives citoyennes. Mulhouse doit redevenir une ville où l'on se projette quand on a 15, 20 ou 25 ans.

Un autre sujet d'importance, capitale, cruciale, vitale, nos relations au sein de la M2A. Après un premier échange dès cette semaine, et encore ce matin, il apparaît une volonté conjointe de reconstruire dans l'apaisement, au service du territoire. Nous sommes décidés de part et d'autre à repenser l'équilibre de notre Agglomération sur des bases nouvelles, dans un climat de confiance et d'ouverture, pour réenclencher les synergies nécessaires.

Enfin, je ne puis passer sous silence ma famille parce que derrière ce mandat, il y a aussi une histoire personnelle. Je pense à ma maman à qui je veux dire merci, de son amour et de sa protection. Je pense à mon papa qui n'est plus là, mais qui m'accompagne dans chacun de ces moments. Je pense à mon frère, un peu loin, mais certainement fier, et je pense à mon grand-père qui a siégé dans ce Conseil municipal à la fin des années 70.

Je veux remercier Claire, mon épouse, et Paul, notre fils. Ils vont vivre eux aussi cette aventure, avec ses joies, ses contraintes, ses absences, ses urgences, ses préoccupations, qui débordent parfois sur la vie de famille. Je sais ce que je leur demande, je sais aussi ce que je leur dois. Leur soutien est ma force silencieuse.

En prenant cette fonction, je pense aussi à celles et ceux qui ont façonné Mulhouse avant nous, à Émile MÜLLER, à Joseph KLIFA, à Jean-Marie BOCKEL, à Jean ROTTNER et à d'autres encore. Ils ont eu des parcours différents, des sensibilités différentes, des choix différents, mais tous à leur manière ont voulu faire avancer cette ville. Je ne les cite pas pour me comparer à eux, je les cite pour rappeler une chose simple : Mulhouse se construit dans le temps long par des générations successives, par des visions qui parfois s'opposent, mais qui toutes cherchent à servir notre ville.

À mon tour, avec vous, je veux inscrire ce mandat dans cette histoire avec un style simple, direct, collectif. La lumière qui change nos rues, les mains qui nettoient nos trottoirs, les familles réunies place de la Réunion, les agents respectés, le dialogue entre majorité et opposition, la continuité des générations dans ce Conseil, voilà ce que j'appelle déjà faire de la politique autrement. Pas dans le bruit, pas dans la posture, dans le réel.

Je prends ce soir un engagement simple, nous ne serons pas parfaits, mais nous ne renoncerons jamais à écouter, nous rendrons des comptes, nous expliquerons nos choix, nous travaillerons avec sérieux, nous agirons avec honnêteté et détermination, et nous resterons toujours au service des Mulhousiennes et des Mulhousiens. Nous voulons une ville qui se parle, pas une ville qui se tourne le dos. Mulhouse est une ville populaire, créative, pleine de richesses trop souvent invisibles. Notre ville a des forces immenses, elle a des talents, elle a une histoire, elle a un avenir.

Ensemble, avec les élus de tous les bords, les habitants, les associations, les entreprises, les services publics, nous avons plusieurs années devant nous pour faire vibrer et rayonner Mulhouse à sa juste valeur.

Merci pour votre confiance. Maintenant au travail, notre ville compte sur nous, vous pouvez compter sur moi, comme je compte sur vous. Merci, merci pour Mulhouse.

(Applaudissements)

5° FIXATION DU NOMBRE DES ADJOINTS AU MAIRE ET ELECTION DES ADJOINTS AU MAIRE (SECRETARIAT GENERAL/5.1/2)

Conformément à l'article L 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal détermine le nombre des Adjointes au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30% de l'effectif légal du Conseil, soit 16 pour Mulhouse.

Aux termes de l'article L 2122-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les communes de 80 000 habitants et plus, la limite rappelée ci-dessus peut donner lieu à dépassement en vue de la création de postes d'adjoints chargés principalement d'un ou plusieurs quartiers, sans toutefois que le nombre de ceux-ci puisse excéder 10 % de l'effectif légal du conseil municipal, soit 5 pour Mulhouse.

Conformément à l'article L 2122-7-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les communes de 1000 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin secret de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel parmi les membres du Conseil Municipal. La liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Si après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- fixe le nombre d'Adjoints au Maire à **20** dont **4** en charge principalement du suivi des quartiers,
- procède à leur élection au scrutin secret de liste à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Les résultats de l'élection sont retranscrits dans le procès-verbal de l'élection des Adjoints.

M. le Maire : nous allons passer au point n° 5 de l'ordre du jour relatif à **la fixation du nombre d'Adjoints au Maire** et à leur élection.

Concernant la fixation du nombre d'Adjoints au Maire, conformément aux articles L 2122-1 et L. 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil

municipal détermine le nombre des adjoints au maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil municipal, soit 16.

Aux termes de l'article L. 2122-2-1, dans les communes de 80 000 habitants et plus, la limite fixée à l'article précité peut donner lieu à dépassement en vue de la création de postes d'adjoints chargés principalement d'un ou plusieurs quartiers, sans toutefois que le nombre de ceux-ci puisse excéder 10% de l'effectif légal du Conseil Municipal, soit 5 pour Mulhouse.

Je propose d'élire 20 Adjoints au Maire, dont 4 Adjoints de quartier.

Vote à main levée.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 23 +2 procurations

Groupe majoritaire : 23 + 2 procurations

Abstentions : 20

Groupe : « Mulhouse en Commun avec Loïc Minery » : 6

Groupe : « Nous sommes Mulhouse » : 6

Groupe : « Fiers de Mulhouse avec Michèle Lutz » : 5

Groupe : « Rassemblement pour Mulhouse » : 3

M. le Maire : Par conséquent, au regard des votes, le Conseil Municipal fixe le nombre d'Adjoints au Maire à 20.

M. le Maire : Concernant l'**élection des Adjoints au Maire**.

Au terme de l'article L2122-7-2 du Code Général des collectivités Territoriales, dans les communes de 1 000 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. La liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus.

Je propose la liste qui va être déposée sur table par une hôtesse avec pour tête de liste Mme MILLION.

Est-ce que quelqu'un veut proposer une liste ? Si oui, je vous laisse quelques minutes pour la déposer, sachant que les listes doivent comporter au plus autant de conseillers municipaux que d'Adjoints à désigner.

À priori pas d'autres listes, donc nous allons pouvoir ouvrir le scrutin et procéder au vote. Donc, il n'y a qu'une liste, si vous votez pour cette liste, il faut bien écrire le nom de la tête de liste des adjoints, c'est-à-dire MILLION.

Nous avons enregistré la liste suivante :

Liste de Mme MILLION

M. OCHSENBEIN : le mode de scrutin est le même que pour l'élection du maire.

Je déclare le scrutin ouvert et nous allons procéder au vote.

- Pour cela, vous inscrivez sur un bulletin blanc le nom du candidat placé en tête de la liste que vous choisissez. Ainsi pour la liste présentée par le groupe majoritaire, vous noterez « Liste XXXX » (pour la liste présentée par)
- Je vous rappelle que les élus ayant une procuration votent deux fois sur deux bulletins différents à glisser dans deux enveloppes différentes.
- Est-ce qu'il y a des élus qui ne souhaitent pas prendre part au vote ? Si oui, est-ce qu'ils ont des procurations ?
- Pour ceux qui votent : à l'appel de votre nom, je vous prierais de déposer votre enveloppe dans l'urne, qui figure sur la table de vote située devant moi.

M. OCHSENBEIN : le vote est ouvert.

(M. OCHSENBEIN procède à appel)

M. le Maire : je demande maintenant aux deux assesseurs de me rejoindre pour le dépouillement du scrutin, vous êtes rodés maintenant.

(M. RIGONI et Mme HIMER rejoignent la table installée devant le Maire et M. OCHSENBEIN et suivent les mêmes consignes que pour l'élection du Maire)

M. OCHSENBEIN : pour l'élection des adjoints au maire.

- nombre de bulletins dans l'urne : 55
- nombre de bulletins nuls : 1
- nombre de bulletins blancs : 19
- nombre de voix attribuées à la liste de Mme MILLION : 35.

(Applaudissements)

M. le Maire : est donc proclamée première adjointe au maire, Lara MILLION et je l'invite à nous rejoindre.

Applaudissements

(La Première Adjointe prend place sur l'estrade, à côté du Maire, qui lui remet l'écharpe d'Adjoint)

Sont donc proclamés :

2ème Adjoint au Maire : Rodolphe CAHN
3ème Adjointe au Maire : Anne LAUMOND
4ème Adjoint au Maire : Jean-Lou REICHLING
5ème Adjointe au Maire : Carine DE MARIN
6ème Adjoint au Maire : Frédéric GUTHMANN
7ème Adjointe au Maire : Anne-Catherine GOETZ

8ème Adjoint au Maire : Denis PAULIAC
9ème Adjointe au Maire : Angélique DELAPORTE
10ème Adjoint au Maire : Thierry COUTAYE
11ème Adjointe au Maire : Mélanie MARCHANT
12ème Adjoint au Maire : Philippe LALLEMANT
13ème Adjointe au Maire : Sarah ZEHRI
14ème Adjoint au Maire : Boubaker FETTIS
15ème Adjointe au Maire : Catherine CHOPIN
16ème Adjoint au Maire : Jean-Marc AMATRUDA
17ème Adjointe au Maire : Delphine GHELLI
18ème Adjoint au Maire : Philippe D'ORELLI
19ème Adjointe au Maire : Brigitte Biriçik SACARD
20ème Adjoint au Maire : Francis GRIENENBERGER

(Applaudissements)

6° CHARTRE DE L'ÉLU LOCAL ET CONDITIONS D'EXERCICE DES MANDATS DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL (Secrétariat Général /5.6.2/3)

L'article L 2121-7 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que lors de la première réunion de l'organe délibérant, immédiatement après l'élection du Maire et des Adjointes, le maire donne lecture de la charte de l'élu local (ci-dessous) et remet aux conseillers municipaux une copie de cette charte, ainsi que des dispositions du CGCT relatives aux conditions d'exercice des mandats des membres du conseil municipal.

Charte de l'élu local

Article L 1111-13 du CGCT :

Dans l'exercice de son mandat, l'élu local s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité ainsi que les lois et les symboles de la République.

L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité. Dans ce cadre, il poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

L'élu local s'engage à ne pas utiliser à d'autres fins les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.

Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel.

L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances dans lesquelles il a été désigné.

Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et des décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

L'élu local déclare, dans un registre tenu par la collectivité territoriale, les dons, avantages et invitations d'une valeur qu'il estime supérieure à 150 euros dont il a bénéficié en raison de son mandat.

Ne sont pas soumis à cette obligation déclarative les cadeaux d'usage et les déplacements effectués à l'invitation des autorités publiques françaises ou dans le cadre d'un autre mandat électif.

Article L 1111-14 du CGCT :

Les élus locaux peuvent bénéficier du versement d'une indemnité pour l'exercice effectif de leurs fonctions électives et de la prise en charge des frais exposés dans ce cadre, dans les conditions prévues par la loi.

Les élus locaux sont affiliés, pour l'exercice de leur mandat, au régime général de la sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale et à des régimes spéciaux définis par le présent code.

Les élus locaux bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité territoriale, conformément aux règles fixées par le Code pénal, les lois spéciales et le présent code.

Le droit à la formation est reconnu aux élus locaux. Il s'exerce dans les conditions fixées par le présent code.

Toute personne titulaire d'un mandat local bénéficie, dans des conditions prévues par la loi, de garanties accordées dans l'exercice du mandat et à son issue et permettant notamment de concilier celui-ci avec une activité professionnelle ou la poursuite d'études supérieures.

Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes mentionnés à l'article L. 1111-13.

Un décret en Conseil d'État détermine les modalités et les critères de désignation des référents déontologues.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- prend acte de la charte de l'élu local telle que lue par le Maire,
- atteste avoir reçu copie de la charte et des dispositions du CGCT relatives aux conditions d'exercice des mandats des membres du conseil municipal (voir pièces jointes).

2 P.J. :

- charte de l'élu local,
- dispositions du CGCT relatives aux conditions d'exercice des mandats des membres du conseil municipal (extraits du site Legifrance)



Document remis sur table en séance du Conseil Municipal du 28.03.2026 – PJ 2/2 à la délibération n°3

Dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatives aux conditions d'exercice des mandats des membres du conseil municipal

Extrait du Code général des collectivités territoriales (www.legifrance.gouv.fr) : articles L 2123-1 à L2123-35 et R 2123-1 à D 2123-28 relatifs aux conditions d'exercice des mandats municipaux

PARTIE LEGISLATIVE

Section 1 : Garanties accordées aux titulaires de mandats municipaux **Sous-section 1 : Garanties accordées dans l'exercice d'un mandat**

Article L2123-1

I.- L'employeur est tenu de laisser à tout salarié de son entreprise membre d'un conseil municipal le temps nécessaire pour se rendre et participer :

- 1° Aux séances plénières de ce conseil ;
 - 2° Aux réunions de commissions dont il est membre et instituées par une délibération du conseil municipal ;
 - 3° Aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la commune ;
 - 3° bis Aux réunions organisées par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre, par le département ou par la région, lorsqu'il a été désigné pour y représenter la commune ;
 - 4° Aux réunions des assemblées, des bureaux et des commissions spécialisées des organismes nationaux où il a été désigné ou élu pour représenter des collectivités territoriales ou des établissements publics en relevant ;
 - 5° Aux fêtes légales mentionnées aux 4°, 7° et 10° de l'article L. 3133-1 du code du travail et aux commémorations, fêtes et journées nationales instituées par décret ;
 - 6° Aux missions accomplies dans le cadre d'un mandat spécial.
- Selon des modalités fixées par un décret en Conseil d'Etat, l'élu municipal doit informer l'employeur de la date de la séance ou de la réunion dès qu'il en a connaissance.
- L'employeur n'est pas tenu de payer comme temps de travail le temps passé par l'élu aux séances et réunions précitées.

II.- Lorsque le maire prescrit des mesures de sûreté en application de l'article L. 2212-4 du présent code, l'employeur est tenu de laisser aux élus mettant en œuvre ces mesures le temps nécessaire à l'exercice de leurs missions, dans des conditions et selon des modalités fixées par un décret en Conseil d'Etat.

III.- Au début de son mandat de conseiller municipal, puis une fois par année civile, le salarié bénéficie d'un entretien individuel avec son employeur portant sur les modalités pratiques d'exercice de son mandat au regard de son emploi. Cet entretien ne se substitue pas à l'entretien professionnel mentionné à l'article L. 6315-1 du code du travail.

L'employeur et le salarié membre du conseil municipal peuvent, à cette occasion, s'accorder sur les mesures à mettre en œuvre pour faciliter la conciliation entre la vie professionnelle et les fonctions électives du salarié et, le cas échéant, sur les conditions de rémunération des temps d'absence consacrés à l'exercice de ces fonctions. Cet entretien permet également la prise en compte de l'expérience acquise dans le cadre de l'exercice du mandat par ces salariés et comporte des informations sur le droit individuel à la formation dont ils bénéficient en application de l'article L. 2123-12-1.

Lorsque l'entretien professionnel est réalisé au terme du mandat, il permet de procéder au recensement des compétences acquises au cours du mandat et de préciser les modalités de valorisation de l'expérience acquise.

Article L2123-1-1

Sous réserve de la compatibilité de son poste de travail, le conseiller municipal est réputé relever de la catégorie de personnes qui disposent, le cas échéant, de l'accès le plus favorable au télétravail dans l'exercice de leur emploi.

Article L2123-2

I.-Indépendamment des autorisations d'absence dont ils bénéficient dans les conditions prévues à l'article L.2123-1, les maires, les adjoints et les conseillers municipaux ont droit à un crédit d'heures leur permettant de disposer du temps nécessaire à l'administration de la commune ou de l'organisme auprès duquel ils la représentent et à la préparation des réunions des instances où ils siègent.

II.-Ce crédit d'heures, forfaitaire et trimestriel, est fixé par référence à la durée hebdomadaire légale du travail. Il est égal :

- 1° A l'équivalent de quatre fois la durée hebdomadaire légale du travail pour les maires des communes d'au moins 10 000 habitants et les adjoints au maire des communes d'au moins 30 000 habitants ;
- 2° A l'équivalent de trois fois et demie la durée hebdomadaire légale du travail pour les maires des communes de moins de 10 000 habitants et les adjoints au maire des communes de 10 000 à 29 999 habitants ;
- 3° A l'équivalent de deux fois la durée hebdomadaire légale du travail pour les conseillers municipaux des communes de 100 000 habitants au moins et les adjoints au maire des communes de moins de 10 000 habitants ;
- 4° A l'équivalent d'une fois la durée hebdomadaire légale du travail pour les conseillers municipaux des communes de 30 000 à 99 999 habitants, de 60 % pour les conseillers municipaux des communes de 10 000 à 29 999 habitants et de 30 % pour les conseillers municipaux des communes de 3 500 à 9 999 habitants ;
- 5° A l'équivalent de 30 % de la durée hebdomadaire légale du travail pour les conseillers municipaux des communes de moins de 3 500 habitants.

Les heures non utilisées pendant un trimestre ne sont pas reportables.

Lorsqu'un adjoint ou un conseiller supplée le maire dans les conditions fixées par l'article [L.2122-17](#), il bénéficie, pendant la durée de la suppléance, du crédit d'heures fixé au 1° ou au 2° du présent article.

Les conseillers municipaux qui bénéficient d'une délégation de fonction du maire ont droit au crédit d'heures prévu pour les adjoints au 1°, au 2° ou au 3° du présent article.

III.-En cas de travail à temps partiel, ce crédit d'heures est réduit proportionnellement à la réduction du temps de travail prévue pour l'emploi considéré.

L'employeur est tenu d'accorder aux élus concernés, sur demande de ceux-ci, l'autorisation d'utiliser le crédit d'heures prévu au présent article. Il n'est pas tenu de payer ce temps d'absence comme temps de travail.

Article L2123-3

Les pertes de revenu subies par les conseillers municipaux qui exercent une activité professionnelle salariée ou non salariée et qui ne bénéficient pas d'indemnités de fonction peuvent être compensées par la commune ou par l'organisme auprès duquel ils la représentent, lorsque celles-ci résultent :

-de leur participation aux séances et réunions mentionnées à l'article [L.2123-1](#) ;

-de l'exercice de leur droit à un crédit d'heures lorsqu'ils ont la qualité de salarié ou, lorsqu'ils exercent une activité professionnelle non salariée, du temps qu'ils consacrent à l'administration de cette commune ou de cet organisme et à la préparation des réunions des instances où ils siègent, dans la limite du crédit d'heures prévu pour les conseillers de la commune.

Cette compensation est limitée à cent heures par élu et par an ; chaque heure ne peut être rémunérée à un montant supérieur au double de la valeur horaire du salaire minimum de croissance.

Article L2123-4

Les conseils municipaux visés à l'article [L.2123-22](#) peuvent voter une majoration de la durée des crédits d'heures prévus à l'article [L.2123-2](#).

Article L2123-5

Le temps d'absence utilisé en application des articles [L.2123-1](#), [L.2123-2](#) et [L.2123-4](#) ne peut dépasser la moitié de la durée légale du travail pour une année civile

Article L2123-6

Des décrets en Conseil d'Etat fixent en tant que de besoin les modalités d'application des dispositions des articles [L.2123-2](#) à [L.2123-5](#). Ils précisent notamment les limites dans lesquelles les conseils municipaux peuvent voter les majorations prévues à l'article [L.2123-4](#) ainsi que les conditions dans lesquelles ces articles s'appliquent aux membres des assemblées délibérantes et aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale, lorsqu'ils n'exercent pas de mandat municipal.

Sous-section 2 : garanties accordées dans l'exercice d'une activité professionnelle

Article L2123-7

Le temps d'absence prévu aux articles [L.2123-1](#), [L.2123-2](#) et [L.2123-4](#) est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination de la durée des congés payés ainsi qu'au regard de tous les droits découlant de l'ancienneté.

Aucune modification de la durée et des horaires de travail prévus par le contrat de travail ne peut, en outre, être effectuée en raison des absences intervenues en application des dispositions prévues aux articles [L.2123-1](#), [L.2123-2](#) et [L.2123-4](#) sans l'accord de l'élu concerné.

Article L2123-8

Aucun licenciement ni déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés en raison des absences résultant de l'application des dispositions des articles [L.2123-1](#), [L.2123-2](#) et [L.2123-4](#) sous peine de nullité et de dommages et intérêts au profit de l'élu. La réintégration ou le reclassement dans l'emploi est de droit.

Il est interdit à tout employeur de prendre en considération les absences visées à l'alinéa précédent pour arrêter ses décisions en ce qui concerne l'embauche, la formation professionnelle, l'avancement, la rémunération et l'octroi d'avantages sociaux.

Article L2123-9

Les maires, d'une part, ainsi que les adjoints au maire, d'autre part, qui, pour l'exercice de leur mandat, ont cessé d'exercer leur activité professionnelle, bénéficient, s'ils sont salariés, des dispositions des articles [L.3142-83](#) à [L.3142-87](#) du code du travail relatives aux droits des salariés élus membres de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Le premier alinéa du présent article est également applicable aux adjoints et aux conseillers municipaux salariés dans les cas de remplacement mentionnés à l'article [L.2122-17](#) du présent [code](#) pendant la période dudit remplacement.

Le droit à réintégration prévu à l'article [L.3142-84](#) du code du travail est maintenu aux élus mentionnés au premier alinéa du présent article jusqu'à l'expiration de deux mandats consécutifs.

L'application de l'article [L.3142-85](#) du code du travail prend effet à compter du deuxième renouvellement du mandat.

Article L2123-10

Les fonctionnaires régis par les titres I à IV du statut général de la fonction publique sont placés, sur leur demande, en position de détachement pour exercer l'un des mandats mentionnés à l'article [L.2123-9](#).

Sous-section 3 : Garanties accordées à l'issu du mandat

Article L2123-11

A la fin de leur mandat, les élus visés à l'article [L.2123-9](#) bénéficient à leur demande d'un stage de remise à niveau organisé dans l'entreprise, compte tenu notamment de l'évolution de leur poste de travail ou de celle des techniques utilisées.

Article L2123-11-1

Les membres du conseil municipal peuvent faire valider les acquis de l'expérience liée à l'exercice de leurs fonctions dans les conditions prévues à la [sixième partie du code du travail](#).

A l'issue de son mandat, tout maire ou tout adjoint qui, pour l'exercice de son mandat, a cessé son activité professionnelle salariée a droit sur sa demande à une formation professionnelle et à un bilan de compétences dans les conditions fixées par la [sixième partie du code du travail](#).

Lorsque les intéressés demandent à bénéficier du projet de transition professionnelle mentionné aux articles L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 du même code, ainsi que du congé de validation des acquis de l'expérience mentionné à l'article L. 6422-1 du dit code, le temps passé au titre du mandat local est assimilé aux durées d'activité exigées pour l'accès à ces dispositifs.

Article L2123-11-2

A l'occasion du renouvellement général des membres du conseil municipal, tout maire ou tout adjoint ayant reçu délégation de fonction de celui-ci qui, pour l'exercice de son mandat, avait cessé d'exercer son activité professionnelle perçoit, sur sa demande, une allocation différentielle de fin de mandat s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :

– être inscrit à l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail conformément aux dispositions de l'article L. 5411-1 du même code ;

– avoir repris une activité professionnelle lui procurant des revenus inférieurs aux indemnités de fonction qu'il percevait au titre de sa dernière fonction élective.

Le montant mensuel de l'allocation est au plus égal à 100 % de la différence entre le montant de l'indemnité brute mensuelle que l'intéressé percevait pour l'exercice de ses fonctions, dans les conditions fixées aux articles L. 2123-23, L. 2123-24, L. 2511-34 et L. 2511-34-1, et l'ensemble des ressources qu'il perçoit à l'issue du mandat.

L'allocation est versée pendant une période de deux ans au plus. Elle n'est pas cumulable avec celles prévues par les articles L. 3123-9-2 et L. 4135-9-2. A compter du troisième mois suivant le début du versement de l'allocation, le taux mentionné au quatrième alinéa du présent article est au plus égal à 80 %.

Le financement de cette allocation est assuré dans les conditions prévues par l'article L. 1621-2.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article.

Article L2123-11-3

L'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail propose un contrat de sécurisation de l'engagement aux bénéficiaires de l'allocation différentielle de fin de mandat mentionnée à l'article L. 2123-11-2 du présent code.

Ce contrat a pour objet l'organisation et le déroulement d'un parcours d'amélioration des revenus professionnels ou de retour à l'emploi, le cas échéant au moyen d'une reconversion ou d'une création ou d'une reprise d'entreprise.

Le parcours mentionné au deuxième alinéa du présent article comprend les éléments suivants :

1° Une première phase de prébilan, d'évaluation des compétences et d'orientation professionnelle en vue de l'élaboration d'un projet professionnel. Ce projet tient compte, au plan territorial, de l'évolution des métiers et de la situation du marché du travail ;

2° Une seconde phase articulée autour de périodes de formation et de travail, au cours de laquelle l'ancien élu local bénéficie de mesures d'accompagnement, notamment d'appui au projet professionnel, mises en œuvre sous la responsabilité de l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail.

Les mesures d'accompagnement mentionnées au 2° du présent article peuvent être financées, en partie, par l'ancien élu local au titre de son compte personnel de formation ou du droit individuel à la formation découlant de l'article L. 2123-12-1.

Les modalités de mise en œuvre du présent article, en particulier les formalités afférentes à l'adhésion au contrat et à sa rupture éventuelle à l'initiative de l'un des signataires, la durée

maximale du parcours, le contenu des mesures d'accompagnement ainsi que les conditions d'intervention des organismes chargés du service public de l'emploi, sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

Article L2123-11-4

Les salariés qui ont exercé un mandat de conseiller municipal bénéficient, pour le calcul des droits à l'allocation d'assurance prévue au titre II du livre IV de la cinquième partie du code du travail, des adaptations suivantes :

1° La durée cumulée des crédits d'heures utilisés par l'élu en application de l'article L. 2123-2 du présent code au cours de son mandat est prise en compte dans le calcul de la durée d'affiliation ouvrant droit au revenu de remplacement ;

2° Les indemnités de fonction perçues par l'élu au titre de sa dernière fonction élective sont prises en compte dans le calcul de la rémunération de référence utilisée pour la fixation du montant du revenu de remplacement.

Le versement des droits acquis en application des 1° et 2° du présent article est assuré par le fonds prévu à l'article L. 1621-2, dans les mêmes conditions que celui de l'allocation différentielle de fin de mandat prévue à l'article L. 2123-11-2.

Section 2 : Droit à la formation

Article L2123-12

Les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation.

Les élus qui reçoivent délégation en matière de prévention et de gestion des déchets ou d'économie circulaire ou en matière d'urbanisme, de construction ou d'habitat sont encouragés à suivre une formation en la matière.

Dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Le conseil municipal peut également délibérer sur sa participation au financement de formations dont peuvent bénéficier ses élus à leur initiative au titre de leur droit individuel à la formation mentionnée à l'article L. 2123-12-1. Cette délibération détermine notamment le champ des formations ouvrant droit à cette participation, qui doivent correspondre aux orientations déterminées en application de l'alinéa précédent. La délibération peut limiter cette participation à un montant maximal par formation ainsi qu'à un nombre maximal de formations par élu et par mandat. La part des frais pédagogiques de la formation financée par le fonds du droit individuel à la formation des élus locaux prévu à l'article L. 1621-3 ne peut être inférieure à un taux fixé par décret.

Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune est annexé au compte financier unique . Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal.

Article L2123-12-1

Les membres du conseil municipal bénéficient chaque année d'un droit individuel à la formation comptabilisé en euros, cumulable sur toute la durée du mandat dans la limite d'un plafond et dont le montant annuel est arrêté pour une période de trois ans. Il est financé par une cotisation

obligatoire dont le taux ne peut être inférieur à 1 %, prélevée sur les indemnités de fonction perçues par les membres du conseil dans les conditions prévues à l'article [L. 1621-3](#).

La mise en œuvre du droit individuel à la formation relève de l'initiative de chacun des élus et peut concerner des formations sans lien avec l'exercice du mandat. Ces formations peuvent notamment contribuer à l'acquisition des compétences nécessaires à la réinsertion professionnelle à l'issue du mandat lorsque l' élu n'a pas liquidé ses droits à pension au titre de son activité professionnelle.

Pour assurer le financement d'une formation, le droit individuel à la formation peut être complété, à la demande de son titulaire, par des abondements en droits complémentaires qui peuvent être financés par les collectivités territoriales selon les modalités définies aux articles L. 2123-12, L. 3123-10, L. 4135-10, L. 7125-12 et L. 7227-12. Lorsqu'une formation contribue à sa réinsertion professionnelle, l' élu peut contribuer à son financement en mobilisant son compte personnel d'activité mentionné à l'article L. 5151-1 du code du travail et à l'article 22 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, lorsqu'il dispose de droits monétisables. Il peut également contribuer à son financement par un apport personnel augmentant les sommes engagées au titre de son droit individuel à la formation. Ces abondements complémentaires n'entrent pas en compte dans les modes de calcul du montant du droit individuel à la formation des élus définis au premier alinéa du présent article.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités de calcul, de plafonnement ainsi que de mise en œuvre du droit individuel à la formation.

Article L2123-13

Indépendamment des autorisations d'absence et du crédit d'heures prévus aux articles [L. 2123-1](#), [L. 2123-2](#) et [L. 2123-4](#), les membres du conseil municipal qui ont la qualité de salarié ont droit à un congé de formation. Ce congé est fixé à vingt-quatre jours par élu pour la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient. Ce congé est renouvelable en cas de réélection.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article L2123-14

Les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement.

Les pertes de revenu subies par l' élu du fait de l'exercice de son droit à la formation prévu par la présente section sont compensées par la commune dans la limite de vingt et un jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

Le montant prévisionnel des dépenses de formation au titre de l'article L. 2123-12 ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil municipal en application des [articles L. 2123-23](#), [L. 2123-24](#), [L. 2123-24-1](#) et, le cas échéant, [L. 2123-22](#). Le montant réel de ces dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant. Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget de l'exercice suivant. Ils ne peuvent être reportés au-delà de l'année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l'assemblée délibérante. En cas de création d'une commune nouvelle dans les conditions prévues au chapitre III du présent livre, les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés par les anciennes communes à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget de l'exercice suivant de la commune nouvelle.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de ces dispositions.

Article L2123-14-1

I. - Les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent délibérer pour confier à ce dernier, dans les conditions prévues par l'article L. 5211-17, la mise en œuvre des dispositions relatives à la formation des élus prévues aux trois derniers alinéas de l'article L. 2123-12. Elles se prononcent dans les six mois suivant l'installation du conseil municipal suivant chaque renouvellement général. Elles peuvent aussi délibérer à leur initiative à tout moment sur ce sujet.

Le transfert entraîne de plein droit la prise en charge par le budget de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre des frais de formation visés à l'article L. 2123-14.

Dans les neuf mois suivant l'arrêté du représentant de l'Etat prononçant le transfert en application du présent I, et dans les neuf mois suivant son installation après chaque renouvellement général des conseils municipaux, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre délibère sur l'exercice du droit à la formation des élus des communes membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre. Les dispositions du dernier alinéa de l'article L. 2123-12 sont applicables à compter du transfert.

II. - Dans les six mois suivant son renouvellement, lorsqu'il n'a pas été fait application des dispositions prévues au I, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre délibère sur l'opportunité de proposer des outils communs visant à développer la formation liée à l'exercice du mandat des élus des communes membres prévue à l'article L. 2123-12.

Cette délibération précise, le cas échéant, les dispositifs envisagés. Elle peut notamment comprendre l'élaboration d'un plan de formation, les règles permettant d'en assurer le suivi, le financement et l'évaluation. Elle peut également autoriser la participation au financement de formations organisées soit à l'initiative des élus des communes membres au titre de leur droit individuel à la formation mentionné à l'article L. 2123-12-1, soit à l'initiative des communes membres, dans les conditions fixées à l'article L. 2123-12, lorsque ces formations sont liées à l'exercice du mandat.

III. - Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des articles L. 5211-4-2, L. 5214-16-1, L. 5215-27, L. 5216-7-1 et L. 5217-7.

Article L2123-15

Les dispositions des [articles L. 2123-12](#) à [L. 2123-14](#) ne sont pas applicables aux voyages d'études des conseils municipaux. Les délibérations relatives à ces voyages précisent leur objet, qui doit avoir un lien direct avec l'intérêt de la commune, ainsi que leur coût prévisionnel.

Article L2123-16

Les dispositions de la présente section ne s'appliquent que si l'organisme qui dispense la formation a fait l'objet d'un agrément délivré par le ministre chargé des collectivités territoriales dans les conditions fixées à l'article L. 1221-3.

Section 3 : Indemnités des titulaires de mandats municipaux

Sous-section 1 : Dispositions générales

Article L2123-17

Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, les fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal sont gratuites.

Sous-section 2 : Remboursement de frais

Article L2123-18

Les fonctions de maire, d'adjoint, de conseiller municipal, de président et membre de délégation spéciale donnent droit au remboursement des frais que nécessite l'exécution des mandats spéciaux.

Les frais ainsi exposés peuvent être remboursés forfaitairement dans la limite du montant des indemnités journalières allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'Etat.

Les dépenses de transport effectuées dans l'accomplissement de ces missions sont remboursées selon des modalités fixées par délibération du conseil municipal.

Les autres dépenses liées à l'exercice d'un mandat spécial peuvent être remboursées par la commune sur présentation d'un état de frais et après délibération du conseil municipal. S'agissant des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, le remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

Article L2123-18-1

Les membres du conseil municipal bénéficient du remboursement des frais de transport et de séjour qu'ils ont engagés pour se rendre à des réunions dans des instances ou organismes où ils représentent leur commune à des qualités, lorsque la réunion a lieu hors du territoire de celle-ci.

Lorsqu'ils sont en situation de handicap, ils peuvent également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'ils ont engagés pour les situations visées à l'alinéa précédent, ainsi que pour prendre part aux séances du conseil municipal et aux réunions des commissions et des instances dont ils font partie à des qualités qui ont lieu sur le territoire de la commune.

Lorsqu'ils sont régulièrement inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur situé hors du territoire de la commune, les membres du conseil municipal bénéficient, selon des modalités définies par délibération du conseil municipal, du remboursement des frais de déplacement engagés pour se rendre aux séances et réunions mentionnées à l'article L. 2123-1.

Ces dispositions s'appliquent aux membres de la délégation spéciale mentionnée à l'article [L. 2121-35](#).

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article L2123-18-1-1

Selon des conditions fixées par une délibération annuelle, le conseil municipal peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la commune lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie.

Tout autre avantage en nature fait l'objet d'une délibération nominative, qui en précise les modalités d'usage.

Article L2123-18-2

Les membres du conseil municipal bénéficient d'un remboursement par la commune des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou ayant besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de leur participation aux réunions mentionnées à l'article [L. 2123-1](#). Le conseil municipal peut, par délibération, étendre le bénéfice de ce remboursement à toute autre réunion liée à l'exercice du mandat. Ce remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance. Les modalités de remboursement sont fixées par délibération du conseil municipal.

Dans les communes de moins de 10 000 habitants, le remboursement auquel a procédé la commune est compensé par l'Etat dans les conditions fixées à l'article L. 2335-1

Article L2123-18-3

Les dépenses exceptionnelles d'assistance et de secours engagées en cas d'urgence par le maire ou un adjoint sur leurs deniers personnels peuvent leur être remboursées par la commune sur justificatif, après délibération du conseil municipal.

Article L2123-18-4

Lorsque les membres du conseil municipal utilisent le chèque emploi-service universel prévu par l'article [L. 1271-1](#) du code du travail pour assurer la rémunération des salariés ou des associations ou entreprises agréées chargés soit de la garde des enfants, soit de l'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile ou d'une aide à la mobilité dans l'environnement de proximité favorisant leur maintien à domicile en application des articles [L. 7231-1](#) et [L. 7232-1](#) du même code, le conseil municipal peut accorder par délibération une aide financière en faveur des élus concernés, dans des conditions fixées par décret.

Le bénéfice du présent article ne peut se cumuler avec celui du quatrième alinéa de l'article [L. 2123-18](#) et de l'article [L. 2123-18-2](#).

Article L2123-19

Le conseil municipal peut voter, sur les ressources ordinaires, des indemnités au maire pour frais de représentation.

Sous-section 3 : Indemnités de fonction**Article L2123-20**

I.-Les indemnités allouées au titre de l'exercice des fonctions de maire et de président de délégation spéciale et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoint au maire des communes, de conseiller municipal des communes de 100 000 habitants et plus ou de membre de délégations spéciales qui fait fonction d'adjoint sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

II.-L'élu municipal titulaire d'autres mandats électoraux ou qui siège à ce titre au conseil d'administration d'un établissement public local, du centre national de la fonction publique territoriale, au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société ou qui préside une société ne peut percevoir, pour l'ensemble de ses fonctions, un montant total de rémunérations et d'indemnités de fonction supérieur à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire telle qu'elle est définie à l'article 1er de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement. Ce plafond s'entend déduction faite des cotisations sociales obligatoires.

III.-Lorsqu'en application des dispositions du II, le montant total de rémunération et d'indemnité de fonction d'un conseiller municipal fait l'objet d'un écrêtement, la part écrêtée est reversée au budget de la personne publique au sein de laquelle le conseiller municipal exerce le plus récemment un mandat ou une fonction.

Article L2123-20-1

I. – Lorsque le conseil municipal est renouvelé, les indemnités de ses membres, à l'exception de l'indemnité du maire, sont fixées par délibération. Cette délibération intervient dans les trois mois suivant l'installation du conseil municipal.

II. – Sauf décision contraire de la délégation spéciale, ses membres qui font fonction d'adjoint perçoivent l'indemnité fixée par délibération du conseil municipal pour les adjoints.

III. – Toute délibération du conseil municipal concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres, à l'exception du maire, est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux autres membres du conseil municipal.

Article L2123-21

Le maire délégué, visé à l'article L.2113-13, perçoit l'indemnité correspondant à l'exercice effectif des fonctions de maire, fixée conformément aux articles L.2123-20 et L.2123-23 en fonction de la population de la commune associée.

Les adjoints au maire délégué perçoivent l'indemnité correspondant à l'exercice effectif des fonctions d'adjoint, fixée conformément au I de l'article L.2123-24 en fonction de la population de la commune associée.

Le deuxième alinéa du présent article est applicable aux maires délégués des communes issues d'une fusion de communes en application de la section 3 du chapitre III du titre Ier du présent livre, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales.

Article L2123-22

Peuvent voter des majorations d'indemnités de fonction par rapport à celles votées par le conseil municipal dans les limites prévues par l'article L.2123-23, par le I de l'article L.2123-24 et par les I et III de l'article L.2123-24-1, les conseils municipaux :

1° 1° Des communes chefs-lieux de département et d'arrondissement ainsi que des communes sièges du bureau centralisateur du canton ou qui avaient la qualité de chef-lieu de canton avant la modification des limites territoriales des cantons prévues en application de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

2° Des communes sinistrées ;

3° Des communes classées stations de tourisme au sens de la ~~sous-section 2~~ de la section 2 du chapitre III du titre Ier du code du tourisme ;

4° Des communes dont la population, depuis le dernier recensement, a augmenté à la suite de la mise en route de travaux publics d'intérêt national tels que les travaux d'électrification ;

5° Des communes qui, au cours de l'un au moins des trois exercices précédents, ont été attributaires de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale prévue aux ~~articles L.2334-15 à L.2334-18-4~~ ou des communes de 5 000 habitants ou plus qui, au cours de l'un au moins des trois exercices précédents, ont été attributaires de l'enveloppe de la dotation d'aménagement des communes d'outre-mer prévue au 1° du II de l'article L.2334-23-1. Pour l'application du présent 5°, la population à prendre en compte est celle définie à l'article L.2334-2.

L'application de majorations aux indemnités de fonction fait l'objet d'un vote distinct. Le conseil municipal vote, dans un premier temps, le montant des indemnités de fonction, dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale définie au II de l'article L.2123-24. Dans un second temps, il se prononce sur les majorations prévues au premier alinéa du présent article, sur la base des indemnités votées après répartition de l'enveloppe. Ces deux décisions peuvent intervenir au cours de la même séance.

Article L2123-23

Les maires des communes ou les présidents de délégations spéciales perçoivent une indemnité de fonction fixée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L.2123-20 le barème suivant :

Population (en habitants)	Taux (en % de l'indice)
Moins de 500	28,1
De 500 à 999	44,3
De 1 000 à 3 499	55,7
De 3 500 à 9 999	58,3
De 10 000 à 19 999	67,6
De 20 000 à 49 999	90
De 50 000 à 99 999	110
100 000 et plus	145

Le conseil municipal peut, par délibération, fixer une indemnité de fonction inférieure au barème ci-dessus, à la demande du maire.

L'indemnité de fonction versée aux maires des communes de 100 000 habitants et plus peut être majorée de 40 % du barème prévu au deuxième alinéa, à condition que ne soit pas dépassé le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux membres du conseil municipal hors prise en compte de ladite majoration.

Article L2123-24

I. – Les indemnités votées par les conseils municipaux pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoint au maire et de membre de délégation spéciale faisant fonction d'adjoint au maire sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L.2123-20 le barème suivant :

Population (en habitants)	Taux (en % de l'indice)
Moins de 500	10,89
De 500 à 999	11,77
De 1 000 à 3 499	21,38
De 3 500 à 9 999	23,32
De 10 000 à 19 999	28,6
De 20 000 à 49 999	33

Dc 50 000 à 99 999	44
Dc 100 000 à 200 000	66
Plus de 200 000	72,5

II. – L'indemnité versée à un adjoint peut dépasser le maximum prévu au I, à condition que le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints ne soit pas dépassé. Ce montant total est calculé sur la base du nombre maximal théorique d'adjoints que le conseil municipal peut désigner sur le fondement de l'article L. 2122-2 et, s'il en est fait application dans la commune, de l'article L. 2122-2-1.

III. – Lorsqu'un adjoint supplée le maire dans les conditions prévues par l'article L. 2122-17, il peut percevoir, pendant la durée de la suppléance et après délibération du conseil municipal, l'indemnité fixée pour le maire par l'article L. 2123-23, éventuellement majorée comme le prévoit l'article L. 2123-22. Cette indemnité peut être versée à compter de la date à laquelle la suppléance est effective.

IV. – En aucun cas l'indemnité versée à un adjoint ne peut dépasser l'indemnité fixée pour le maire en application des articles L. 2123-22 et L. 2123-23.

V. – Par dérogation au I, dans les communes de 20 000 habitants au moins, lorsqu'un adjoint a interrompu toute activité professionnelle pour exercer son mandat et que le maire lui retire les délégations de fonctions qu'il lui avait accordées, la commune continue de lui verser, dans les cas où il ne retrouve pas d'activité professionnelle et pendant trois mois au maximum, l'indemnité de fonction qu'il percevait avant le retrait de la délégation.

Article L2123-24-1

I. – Les indemnités votées par les conseils municipaux des communes de 100 000 habitants au moins pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller municipal sont au maximum égales à 6 % du terme de référence mentionné au I de l'article L. 2123-20.

II. – Dans les communes de moins de 100 000 habitants, il peut être versé une indemnité pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller municipal dans les limites prévues par le II de l'article L. 2123-24. Cette indemnité est au maximum égale à 6 % du terme de référence mentionné au I de l'article L. 2123-20.

III. – Les conseillers municipaux auxquels le maire délègue une partie de ses fonctions en application des articles L. 2122-18 et L. 2122-20 peuvent percevoir une indemnité allouée par le conseil municipal dans les limites prévues par le II de l'article L. 2123-24. Cette indemnité n'est pas cumulable avec celle prévue par le II du présent article.

IV. – Lorsqu'un conseiller municipal supplée le maire dans les conditions prévues par l'article L. 2122-17, il peut percevoir, pendant la durée de la suppléance et après délibération du conseil municipal, l'indemnité fixée pour le maire par l'article L. 2123-23, éventuellement majorée comme le prévoit l'article L. 2123-22. Cette indemnité peut être versée à compter de la date à laquelle la suppléance est effective.

V. – En aucun cas l'indemnité versée à un conseiller municipal ne peut dépasser l'indemnité fixée pour le maire de la commune en application des articles L. 2123-22 et L. 2123-23.

Article L2123-24-1-1

Chaque année, les communes établissent un état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, d'une part, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat au sens des livres VII et VIII de la cinquième partie ou de toute société mentionnée au livre V de la première

partie ou filiale d'une de ces sociétés et, d'autre part, au titre de tout mandat exercé dans une autre collectivité territoriale. Cet état est communiqué chaque année aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune.

Article L2123-24-2

Dans des conditions fixées par leur règlement intérieur, le montant des indemnités de fonction que le conseil municipal alloue à ses membres peut être modulé en fonction de leur participation effective aux séances plénières et aux réunions des commissions dont ils sont membres. La réduction éventuelle de ce montant ne peut dépasser, pour chacun des membres, la moitié de l'indemnité pouvant lui être allouée.

Section 4 : Protection sociale

Sous-section 1 : Sécurité sociale

Article L2123-25

Le temps d'absence prévu aux articles L. 2123-1, L. 2123-2 et L. 2123-4 est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination du droit aux prestations sociales.

Article L2123-25-1

Lorsqu'un élu qui perçoit une indemnité de fonction ne peut exercer effectivement ses fonctions en cas de maladie, maternité, paternité et accueil de l'enfant, adoption ou accident, le montant de l'indemnité de fonction qui lui est versée est au plus égal à la différence entre l'indemnité qui lui était allouée antérieurement et les indemnités journalières versées par son régime de protection sociale. Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret.

Article L2123-25-2

Les élus municipaux sont affiliés au régime général de sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale.

Les cotisations des communes et celles de l'élu sont calculées sur le montant des indemnités effectivement perçues par ce dernier en application des dispositions du présent code.

Un décret fixe les conditions d'application du présent article.

Sous-section 2 : retraite

Article L2123-27

Les élus qui perçoivent une indemnité de fonction en application des dispositions du présent code ou de toute autre disposition régissant l'indemnisation de leurs fonctions peuvent constituer une retraite par rente à la gestion de laquelle doivent participer les élus affiliés.

La constitution de cette rente incombe pour moitié à l'élu et pour moitié à la commune.

Un décret en Conseil d'Etat fixe le plafond des taux de cotisation.

Article L2123-28

Les élus qui perçoivent une indemnité de fonction en application des dispositions du présent code ou de toute autre disposition régissant l'indemnisation de leurs fonctions sont affiliés au régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires des collectivités publiques.

Les pensions versées en exécution du présent article sont cumulables sans limitation avec toutes autres pensions ou retraites.

Un décret fixe les conditions dans lesquelles sont pris en compte les services rendus par les maires et adjoints.

Article L2123-29

Les cotisations des communes et celles de leurs élus résultant de l'application des articles L. 2123-27 et L. 2123-28 sont calculées sur le montant des indemnités effectivement perçues par ces derniers en application des dispositions du présent code ou de toute autre disposition régissant l'indemnisation de leurs fonctions.

Les cotisations des élus ont un caractère personnel et obligatoire.

Article L2123-30

Les pensions de retraite déjà liquidées et les droits acquis avant le 30 mars 1992 des élus communaux continuent d'être honorés par les institutions et organismes auprès desquels ils ont été constitués ou auprès desquels ils ont été transférés. Les charges correspondantes sont notamment couvertes, le cas échéant, par une subvention d'équilibre versée par les collectivités concernées.

La Caisse des dépôts et consignations est autorisée à assurer la gestion des régimes concernés, à recevoir les fonds y afférents et à verser les pensions de retraite, dans les conditions prévues par une convention prise en application de l'article L. 518-24-1 du code monétaire et financier ainsi que par une convention tripartite avec l'organisme auprès duquel les droits ont été constitués et les collectivités concernées. Elle veille à minimiser les frais de gestion de ces régimes.

Les élus mentionnés au premier alinéa du présent article, en fonction ou ayant acquis des droits à une pension de retraite avant le 30 mars 1992, peuvent continuer à cotiser à ces institutions et organismes.

La commune au sein de laquelle l'élu exerce son mandat contribue dans la limite prévue à l'article L. 2123-27.

Section 5 : Responsabilité des communes en cas d'accident

Article L2123-31

Les communes sont responsables des dommages résultant des accidents subis par les maires et les autres membres du conseil municipal.

Article L2123-32

Lorsque les élus locaux mentionnés à l'article L. 2123-31 sont victimes d'un accident survenu dans l'exercice de leurs fonctions, les collectivités publiques concernées versent directement aux praticiens, pharmaciens, auxiliaires médicaux, fournisseurs ainsi qu'aux établissements le montant des prestations afférentes à cet accident calculé selon les tarifs appliqués en matière d'assurance maladie.

Section 6 : Responsabilité et protection des élus

Article L2123-34

Sous réserve des dispositions du quatrième alinéa de l'article 121-3 du code pénal, le maire ou un élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation ne peut être condamné sur le fondement du troisième alinéa de ce même article pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de ses fonctions que s'il est établi qu'il n'a pas accompli les diligences normales compte tenu de ses compétences, du pouvoir et des moyens dont il disposait ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi lui confie.

La commune est tenue d'accorder sa protection au maire, à l'élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions.

La commune est également tenue d'accorder sa protection aux personnes mentionnées au audit deuxième alinéa qui sont mises en cause pénalement en raison de tels faits et qui ne font pas l'objet des poursuites mentionnées au même deuxième alinéa ou qui font l'objet de mesures alternatives à ces poursuites, dans tous les cas où le code de procédure pénale leur reconnaît le droit à l'assistance d'un avocat.

La commune est tenue de souscrire, dans un contrat d'assurance, une garantie visant à couvrir le conseil juridique, l'assistance psychologique et les coûts qui résultent de l'obligation de protection à l'égard du maire et des élus mentionnés audit deuxième alinéa. Dans les communes de moins de 10 000 habitants, le montant payé par la commune au titre de cette souscription fait l'objet d'une compensation par l'Etat dans les conditions fixées à l'article L. 2335-1 du présent code.

Lorsque le maire ou un élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation agit en qualité d'agent de l'Etat, il bénéficie, de la part de l'Etat, de la protection prévue aux articles L. 134-1 à L. 134-12 du code général de la fonction publique.

Article L2123-35

Le maire et les autres membres du conseil municipal bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la commune conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.

La commune accorde sa protection au maire, aux autres membres du conseil municipal ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsqu'ils sont victimes de violences, de menaces ou d'outrages à l'occasion ou du fait de leurs fonctions actuelles ou passées. Elle répare, le cas échéant, l'intégralité du préjudice qui en a résulté.

L'élu ou l'ancien élu adresse une demande de protection au maire, ce dernier adressant sa propre demande à tout élu le suppléant ou ayant reçu délégation. Il en est accusé réception. Les membres du conseil municipal en sont informés. La preuve de cette information, accompagnée de la demande, est transmise, dans un délai de dix jours à compter de la réception de la demande, au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement, selon les modalités prévues au II de l'article L. 2131-2. L'élu bénéficie de la protection de la commune à compter de la réception de ces documents par le représentant de l'Etat dans le département ou par son délégué dans l'arrondissement. La commune notifie à l'élu concerné la preuve de cette réception et porte cette information à l'ordre du jour de la séance suivante du conseil municipal.

Le conseil municipal peut retirer ou abroger la décision de protection accordée à l'élu par une délibération motivée prise dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle l'élu bénéficie de la protection de la commune, dans les conditions prévues aux articles L. 242-1 à L. 242-5 du code des relations entre le public et l'administration.

Par dérogation à l'article L. 2121-9 du présent code, à la demande d'un ou de plusieurs de ses membres, le maire est tenu de convoquer le conseil municipal dans ce même délai. La convocation est accompagnée d'une note de synthèse.

La protection prévue au premier à cinquième alinéas est étendue aux conjoints, enfants et ascendants directs des maires ou des élus municipaux les suppléant ou ayant reçu délégation lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages.

Elle peut être accordée, sur leur demande, aux conjoints, enfants et ascendants directs des maires ou des élus municipaux les suppléant ou ayant reçu délégation, décédés dans l'exercice de leurs

fonctions ou du fait de leurs fonctions, à raison des faits à l'origine du décès ou pour des faits commis postérieurement au décès mais du fait des fonctions qu'exerçait l'élu décédé.

La commune est subrogée aux droits de la victime pour obtenir des auteurs de ces infractions la restitution des sommes versées à l'élu intéressé. Elle dispose en outre aux mêmes fins d'une action directe qu'elle peut exercer, au besoin par voie de constitution de partie civile, devant la juridiction pénale.

La protection mentionnée aux mêmes premier à cinquième alinéas implique notamment la prise en charge par la commune de tout ou partie du reste à charge ou des dépassements d'honoraires résultant des dépenses liées aux soins médicaux et à l'assistance psychologique engagées par les bénéficiaires de cette protection pour les faits mentionnés auxdits premier à cinquième alinéas.

La commune est tenue de souscrire, dans un contrat d'assurance, une garantie visant à couvrir le conseil juridique, l'assistance psychologique et les coûts qui résultent de l'obligation de protection à l'égard du maire et des élus mentionnés au deuxième alinéa du présent article. Dans les communes de moins de 10 000 habitants, le montant payé par la commune au titre de cette souscription fait l'objet d'une compensation par l'Etat dans les conditions fixées à [l'article L. 2335-1 du présent code](#).

Lorsque le maire ou un élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation agit en qualité d'agent de l'Etat, il bénéficie, de la part de l'Etat, de la protection prévue aux [articles L. 134-1 à L. 134-12 du code général de la fonction publique](#). Il adresse sa demande de protection au représentant de l'Etat dans le département.

PARTIE REGLEMENTAIRE

Sous-section 1 : garanties accordées dans l'exercice du mandat

-Paragraphe 1 : Autorisation d'absence

Article R2123-1

Afin de bénéficier du temps nécessaire pour se rendre et participer aux séances et réunions visées à [l'article L. 2123-1](#), l'élu membre d'un conseil municipal, qui a la qualité de salarié, informe son employeur par écrit, dès qu'il en a connaissance, de la date et de la durée de la ou des absences envisagées.

Article R2123-2

Les dispositions de [l'article R. 2123-1](#) sont applicables, lorsqu'ils ne bénéficient pas de dispositions plus favorables, aux fonctionnaires régis par les titres Ier à IV du statut général de la fonction publique, ainsi qu'aux agents contractuels de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs qui exercent des fonctions publiques électives.

Les militaires en position d'activité qui exercent des fonctions publiques électives bénéficient également de ces dispositions, sous réserve des nécessités liées à la préparation et à la conduite des opérations ainsi qu'à la bonne exécution des missions des forces armées et formations rattachées.

-Paragraphe 2 : Crédit d'heures

Article R2123-3

Afin de bénéficier du crédit d'heures prévu à [l'article L. 2123-2](#), l'élu membre d'un conseil municipal informe son employeur par écrit trois jours au moins avant son absence en précisant la date et la durée de l'absence envisagée ainsi que la durée du crédit d'heures à laquelle il a encore droit au titre du trimestre en cours.

Article R2123-4

Les dispositions de [l'article R. 2123-3](#) sont applicables, lorsqu'ils ne bénéficient pas de dispositions plus favorables, aux fonctionnaires régis par les titres Ier à IV du statut général de la fonction publique ainsi qu'aux agents contractuels de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs qui exercent des fonctions publiques électives.

Ces dispositions sont également applicables aux militaires en position d'activité qui exercent des fonctions publiques électives, sous réserve des nécessités liées à la préparation et à la conduite des opérations ainsi qu'à la bonne exécution des missions des forces armées et formations rattachées ; le militaire élu informe son autorité hiérarchique par écrit sept jours au moins avant son absence, en précisant la date et la durée de l'absence envisagée.

Article R2123-5

I. – La durée du crédit d'heures pour un trimestre est égale :

- 1° A cent quarante heures pour les maires des communes d'au moins 10 000 habitants et les adjoints au maire des communes d'au moins 30 000 habitants ;
 - 2° A cent vingt-deux heures trente pour les maires des communes de moins de 10 000 habitants et les adjoints au maire des communes de 10 000 à 29 999 habitants ;
 - 3° A soixante-dix heures pour les conseillers municipaux des communes d'au moins 100 000 habitants et les adjoints au maire des communes de moins de 10 000 habitants ;
 - 4° A trente-cinq heures pour les conseillers municipaux des communes de 30 000 à 99 999 habitants, à vingt et une heures pour les conseillers municipaux des communes de 10 000 à 29 999 habitants et à dix heures trente pour les conseillers municipaux des communes de 3 500 à 9 999 habitants ;
 - 5° A dix heures trente pour les conseillers municipaux des communes de moins de 3 500 habitants.
- II. – La durée du crédit d'heures de l'adjoint ou du conseiller municipal qui supplée le maire dans les conditions prévues par [l'article L. 2122-17](#) est, pendant la durée de la suppléance, celle prévue par le I du présent article pour le maire de la commune.
- III. – La durée du crédit d'heures du conseiller municipal qui bénéficie d'une délégation de fonction du maire est celle prévue par le I du présent article pour un adjoint au maire de la commune.

Article R2123-6

Compte tenu des nécessités du service public de l'enseignement, le service hebdomadaire des personnels appartenant à des corps ou cadres d'emplois d'enseignant qui bénéficient d'un crédit d'heures conformément à [l'article L. 2123-2](#) fait l'objet d'un aménagement en début d'année scolaire.

La durée du crédit d'heures est répartie entre le temps de service effectué en présence des élèves leur incombant statutairement et le temps complémentaire de service dont ils sont redevables en application de [l'article 1er du décret n° 2000-815 du 25 août 2000](#) relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ou, lorsqu'ils relèvent de la fonction publique territoriale, en application de [l'article 1er du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001](#), pris pour l'application de [l'article 7-1](#) de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale.

La partie du crédit d'heures imputable sur le temps du service effectué en présence des élèves est obtenue en pondérant le crédit d'heures par le rapport entre la durée du temps de service effectué en présence des élèves et la durée fixée à l'article 1er du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 ou, le cas échéant, à l'article 1er du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001.

Article R2123-7

En cas de travail à temps partiel, le crédit d'heures est réduit au prorata du rapport entre les horaires inscrits au contrat de travail du salarié concerné, selon les dispositions de l'article L. 3123-6 du code du travail (1), et la durée hebdomadaire légale du travail définie à l'article R. 2123-9 du présent code.

Dans le cas d'un fonctionnaire régi par les titres II, III ou IV du statut général de la fonction publique ou d'un agent non titulaire de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou de leurs établissements publics administratifs, qui exerce ses fonctions à temps partiel le crédit d'heures est réduit au prorata du rapport entre la durée annuelle du service à temps partiel et la durée annuelle légale du travail définie à l'article R. 2123-10 du présent code.

Article R2123-8

La majoration de la durée du crédit d'heures prévue à l'article L. 2123-4 ne peut dépasser 30 % par élu.

-Paragraphe 3 : Temps d'absence maximal**Article R2123-9**

Pour fixer le temps d'absence maximal auquel les élus qui ont la qualité de salarié ont droit en application de l'article L. 2123-5, la durée légale du travail pour une année civile s'apprécie sur la base de la durée hebdomadaire légale fixée par l'article L. 3121-27 du code du travail, en décomptant cinq semaines de congés payés ainsi que les jours fériés.

Toutefois, lorsqu'il est dérogé à cette durée soit par des décrets en conseil des ministres, soit par convention ou accord collectif dans les conditions prévues à l'article L. 3121-67 du code du travail, soit en cas de régime d'équivalence instauré dans les conditions prévues par les articles L. 3121-13 à L. 3121-15 du même code, il est tenu compte de la durée du travail telle qu'elle résulte de ces dérogations.

La durée hebdomadaire du travail prise en compte pour les salariés régis par un contrat de travail temporaire est celle fixée dans ce contrat en application de l'article L. 1251-43 du code du travail.

Article R2123-10

Pour fixer le temps maximal d'absence auquel ont droit, en application de l'article L. 2123-5, les élus qui ont la qualité de fonctionnaire régi par les titres II, III ou IV du statut général de la fonction publique ou d'agent non titulaire de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou de leurs établissements publics administratifs, la durée légale du travail pour une année civile s'apprécie sur la base de la durée annuelle fixée à l'article 1er du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 ou à l'article 1er du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 ou à l'article 1er du décret n° 2002-9 du 4 janvier 2002.

Toutefois, lorsqu'il est dérogé à cette durée annuelle, il est tenu compte de la durée du travail telle qu'elle résulte de ces dérogations dans les conditions fixées, selon le cas, par le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 ou le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 ou le décret n° 2002-9 du 4 janvier 2002.

-Paragraphe 4 : Compensation des pertes de revenu**Article R2123-11**

I. – Pour bénéficier de la compensation financière prévue par l'article L. 2123-3, l'élu qui ne perçoit pas d'indemnité de fonction et qui a la qualité de salarié doit justifier auprès de la collectivité concernée qu'il a subi une diminution de rémunération du fait de sa participation aux séances ou réunions mentionnées à l'article L. 2123-1 et de l'exercice de son droit au crédit d'heures prévu par les articles L. 2123-2 et L. 2123-4.

Ces dispositions s'appliquent aux fonctionnaires régis par les titres II, III ou IV du statut général de la fonction publique, aux militaires en position d'activité, ainsi qu'aux agents non titulaires de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs.

II. – Pour bénéficier de la compensation financière prévue par l'article L. 2123-3, l'élu qui ne perçoit pas d'indemnité de fonction et qui n'a pas la qualité de salarié doit justifier de la diminution de son revenu du fait de sa participation aux séances ou réunions mentionnées à l'article L. 2123-1 et dans les limites du crédit d'heures prévues pour les conseillers de la commune, du temps qu'il consacre à l'administration de sa collectivité et à la préparation des réunions des instances où il siège.

La sous-section 2 « Garanties accordées dans l'exercice d'une activité professionnelle » ne comporte pas de dispositions réglementaire.**Sous-section 3 : Garanties accordées à l'issu du mandat****Article R2123-11-1**

A l'issu de leur mandat, les personnes ayant exercé un des mandats électifs mentionnés à l'article L. 2123-11-2 peuvent bénéficier de l'allocation différentielle de fin de mandat, sous réserve de remplir les conditions prévues à l'article précité.

Pour l'application des présentes dispositions, la condition de cessation de l'activité professionnelle s'apprécie à l'issu du mandat.

Article R2123-11-2

La demande, accompagnée des pièces justificatives permettant de déterminer le montant de l'allocation susceptible d'être attribuée, doit être adressée à la Caisse des dépôts et consignations au plus tard onze mois après l'issu du mandat.

Article R2123-11-3

L'indemnité différentielle de fin de mandat est personnelle.

Article R2123-11-4

Pendant les six premiers mois de son versement son montant est égal à 80 % de la différence entre le montant de l'indemnité brute mensuelle, avant retenue à la source de l'imposition, que l'intéressé percevait pour l'exercice de ses fonctions électives, et l'ensemble des ressources perçues au titre des revenus du travail, des revenus de substitution ou des indemnités liées à d'autres mandats électifs. A compter du septième mois suivant le début de versement de l'allocation, son montant est porté à 40 %.

Article R2123-11-5

L'indemnité est versée pour une durée maximale d'un an.

L'indemnité est versée chaque mois dès lors que son montant mensuel est supérieur à 100 euros. Dans le cas où le montant de l'allocation est inférieur à 100 euros, le paiement est effectué en deux fois au cours des six premiers mois, et à compter du septième mois, en deux fois également.

Article R2123-11-6

Le bénéficiaire est tenu de faire connaître sans délai tout changement de situation au regard du montant des ressources qu'il perçoit.

Section 2 : Droit à la formation**Sous-section 1 : Dispositions générales**

Article R2123-12

La prise en charge par la commune des dépenses liées à l'exercice du droit des élus locaux à la formation, dans les conditions prévues par les articles L. 2123-12 à L. 2123-16 et par le 3° de l'article L. 2321-2, ne peut intervenir que si l'organisme dispensateur du stage ou de la session a reçu un agrément délivré par le ministre chargé des collectivités territoriales dans les conditions fixées par les articles R. 1221-12 à R. 1221-22-1, et si la formation relève du répertoire défini à l'article R. 1221-9-1.

Article R2123-13

Les frais de déplacement et de séjour des élus municipaux sont pris en charge par la commune dans les conditions définies par le décret fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Article R2123-14

Pour bénéficier de la prise en charge prévue à l'article L. 2123-14, l'élu doit justifier auprès de la commune concernée qu'il a subi une diminution de revenu du fait de l'exercice de son droit à la formation.

Sous-section 2 : Dispositions applicables aux élus salariés**Article R2123-15**

Tout membre du conseil municipal qui a la qualité de salarié doit, lorsqu'il souhaite bénéficier du congé de formation visé à l'article L. 2123-13, présenter par écrit sa demande à son employeur trente jours au moins à l'avance en précisant la date et la durée de l'absence envisagée à ce titre, ainsi que la désignation de l'organisme responsable du stage ou de la session. L'employeur accuse réception de cette demande.

A défaut de réponse expresse notifiée au plus tard le quinzième jour qui précède le début du stage ou de la session, le congé est réputé accordé.

Article R2123-16

Le bénéfice du congé de formation est de droit pour effectuer un stage ou suivre une session de formation répondant aux critères fixés à l'article R. 2123-12.

Il peut cependant être refusé par l'employeur si celui-ci estime, après avis du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel lorsque l'entreprise en comporte, que l'absence du salarié aurait des conséquences préjudiciables à la production et à la bonne marche de l'entreprise.

Si le salarié renouvelle sa demande à l'expiration d'un délai de quatre mois après la notification d'un premier refus, un nouveau refus ne peut lui être opposé.

Article R2123-17

Tout refus de l'employeur doit être motivé et notifié à l'intéressé.

Article R2123-18

L'organisme dispensateur du stage ou de la session doit délivrer au salarié une attestation constatant sa fréquentation effective. Cette attestation est remise à l'employeur s'il en fait la demande au moment de la reprise du travail.

Sous-section 3 : Dispositions applicables aux élus ayant qualité d'agents publics**Article R2123-19**

Tout membre d'un conseil municipal, régi par les titres 1er à IV du statut général de la fonction publique doit, lorsqu'il souhaite bénéficier du congé de formation prévu à l'article L. 2123-13, présenter par écrit sa demande à l'autorité hiérarchique dont il relève trente jours au moins à l'avance en précisant la date et la durée de l'absence envisagée à ce titre, ainsi que la désignation de l'organisme responsable du stage ou de la session. L'autorité hiérarchique accuse réception de cette demande.

A défaut de réponse expresse notifiée au plus tard le quinzième jour qui précède le début du stage ou de la session, le congé est réputé accordé.

Article R2123-20

Le bénéfice du congé de formation est de droit pour effectuer un stage ou suivre une session de formation répondant aux critères fixés à l'article R. 2123-12.

Il peut, cependant, être refusé si les nécessités du fonctionnement du service s'y opposent.

Les décisions qui rejettent des demandes de congés de formation doivent être communiquées avec leur motif à la commission administrative paritaire au cours de la réunion qui suit cette décision.

Si le fonctionnaire concerné renouvelle sa demande à l'expiration d'un délai de quatre mois après la notification d'un premier refus, un nouveau refus ne peut lui être opposé.

Article R2123-21

Tout refus de l'autorité hiérarchique doit être motivé et notifié à l'intéressé.

Article R2123-22

Les dispositions des articles R. 2123-19 à R. 2123-21 sont applicables aux militaires en position d'activité et aux agents contractuels de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs.

Toutefois, les deux derniers alinéas de l'article R. 2123-20 ne sont pas applicables aux militaires en position d'activité.

Sous-section 4 : Droit individuel à la formation**Article R2123-22-1-A**

Les formations éligibles au titre du droit individuel à la formation sont les formations relatives à l'exercice du mandat du membre du conseil municipal et les formations contribuant à l'acquisition des compétences nécessaires, le cas échéant, à sa réinsertion professionnelle à l'issue du mandat.

Les formations relatives à l'exercice du mandat sont les formations dispensées par un organisme agréé par le ministre chargé des collectivités territoriales dans les conditions définies aux articles R. 1221-12 à R. 1221-22-1.

Les formations contribuant à la réinsertion professionnelle du membre du conseil municipal sont les formations éligibles au titre du compte personnel de formation, mentionnées à l'article L. 6323-6 du code du travail.

Article R2123-22-1-B

Dans la limite du montant maximal fixé en application du 3° de l'article R. 1621-7 du présent code, le membre du conseil municipal acquiert ses droits individuels à la formation comptabilisés en euros chaque année, à compter du troisième lundi suivant le premier tour de l'élection municipale, et peut demander à les utiliser dès cette acquisition. Quel que soit le nombre de mandats exercés

par l'Élu local, le volume des droits qu'il acquiert chaque année au titre des articles L. 2123-12-1, L. 3123-10-1, L. 4135-10-1, L. 7125-12-1, L. 7227-12-1 du présent code et de l'article L. 121-37-1 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie ne peut dépasser le montant fixé par l'arrêté mentionné au 2° de l'article R. 1621-7 du présent code.

Lorsqu'il ne remplit pas les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article R. 2123-22-1-C, l'Élu perd les droits individuels à la formation acquis au titre de son mandat à l'expiration de celui-ci. Lorsque l'Élu exerce plusieurs mandats ouvrant des droits individuels à la formation, ses droits sont calculés en prenant en compte le mandat auquel il a été élu ou réélu qu'il exerce depuis le plus longtemps.

Article R2123-22-1-C

Le membre du conseil municipal qui souhaite bénéficier d'une formation au titre de son droit individuel à la formation adresse une demande au gestionnaire du fonds de financement et de gestion du droit individuel à la formation des élus locaux mentionné à l'article L. 1621-4, par l'intermédiaire du service dématérialisé mentionné à l'article L. 1621-5, conformément aux conditions générales d'utilisation de ce service.

Le titulaire de droits individuels à la formation peut consommer ses droits dans les six mois qui suivent l'expiration de son mandat, s'il n'exerce plus aucun mandat électif local et s'il n'a pas liquidé ses droits à pension, afin de participer à des formations contribuant à sa réinsertion professionnelle, au sens du dernier alinéa de l'article R. 2123-22-1-A.

Article R2123-22-1-D

Le membre du conseil municipal qui a engagé des frais de déplacement et de séjour pour suivre une formation dans le cadre du droit individuel à la formation transmet au gestionnaire du fonds mentionné à l'article L. 1621-4 un état de frais aux fins de remboursement.

Les frais de déplacement et de séjour sont remboursés au membre du conseil municipal dans les conditions définies par le [décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006](#) fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Section 3 : Indemnités des titulaires de mandats municipaux

La sous-section 1 « Dispositions générales » ne comporte pas de dispositions réglementaires.

Sous-section 2 : Remboursement de frais

-Paragraphe 1 : Remboursement de frais liés à l'exercice d'un mandat spécial

Article R2123-22-1

Les membres du conseil municipal chargés de mandats spéciaux par leur assemblée peuvent prétendre, sur justificatif de la durée réelle du déplacement, d'une part, au paiement d'indemnités journalières destinées à rembourser forfaitairement leurs frais supplémentaires de repas et de nuitée nécessités par l'exercice de ces mandats et, d'autre part, au remboursement des frais de transport engagés à cette occasion.

La prise en charge de ces frais est assurée dans les conditions définies par le décret fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Le remboursement des frais mentionnés au premier alinéa du présent article est cumulable avec celui prévu à l'article [R. 2123-22-3](#).

-Paragraphe 2 : Remboursement de frais de transport et de séjour

Article R2123-22-2

Les membres du conseil municipal peuvent prétendre, sur présentation de pièces justificatives, à la prise en charge des frais de transport et de séjour qu'ils engagent à l'occasion de leurs déplacements hors du territoire de la commune pour prendre part aux réunions des organismes dont ils font partie à des qualités.

La prise en charge de ces frais de transport et de séjour est assurée dans les conditions prévues au deuxième alinéa de [l'article R. 2123-22-1](#).

Le remboursement de ces frais est cumulable avec celui prévu à [l'article R. 2123-22-3](#).

-Paragraphe 3 : Remboursement de frais liés au handicap

Article R2123-22-3

Peuvent obtenir le remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique les élus municipaux en situation de handicap mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 2123-18-1 et relevant des dispositions des articles [L. 5213-1](#) et [L. 5213-2](#) du code du travail (1) ou pouvant prétendre au bénéfice des dispositions des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-17](#) de ce même code (2), ou pouvant prétendre au bénéfice de [l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles](#).

La prise en charge de ces frais spécifiques est assurée sur présentation d'un état de frais et dans la limite, par mois, du montant de l'indemnité maximale susceptible d'être versée au maire d'une commune de moins de 500 habitants en application du barème fixé à l'article L. 2123-23.

Le remboursement de ces frais est cumulable avec les remboursements prévus aux articles R. 2123-22-1 et R. 2123-22-2.

-Paragraphe 4 : Remboursement de frais de garde ou d'assistance et d'aide au financement du chèque service

Article D2123-22-4-A

A.-Pour l'application du second alinéa de l'article [L. 2123-18-2](#), la délibération du conseil municipal détermine les pièces que doivent fournir les membres du conseil municipal pour le remboursement de leurs frais. Cette délibération doit permettre à la commune d'exercer un contrôle, notamment vérifier que la somme de toutes les aides financières et de tout crédit ou réduction d'impôt dont l'Élu bénéficie par ailleurs, ainsi que du remboursement de la commune, n'excède pas le montant de la prestation

La délibération établit les conditions permettant à la commune :

1° De s'assurer que la garde dont le remboursement est demandé concerne bien des enfants de moins de seize ans, des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, ou des personnes ayant besoin d'une aide personnelle dont la garde par les membres du conseil municipal à leur domicile est empêchée par la participation à une réunion mentionnée à l'article [L. 2123-1](#), par le biais de pièces justificatives ;

2° De s'assurer que la garde ou l'assistance a eu lieu au moment de la tenue de l'une des réunions mentionnées à l'article [L. 2123-1](#) ;

3° De s'assurer du caractère régulier et déclaré de la prestation des personnes physiques ou morales intervenant, sur la base des pièces justificatives fournies ;

4° De s'assurer, à l'appui d'une déclaration sur l'honneur signée de l'élu, du caractère subsidiaire du remboursement : son montant ne peut excéder le reste à charge réel, déduction faite de toutes aides financières et de tout crédit ou réduction d'impôts dont l'élu bénéficie par ailleurs.

Article D2123-22-4

La délibération par laquelle le conseil municipal accorde l'aide financière prévue par l'article L. 2123-18-4 peut préciser les modalités d'attribution et de contrôle de cette aide, notamment le fractionnement éventuel de son versement.

Il est communiqué au conseil municipal, au titre de chaque année civile, un état récapitulatif individuel des aides versées aux élus bénéficiaires.

Article D2123-22-5

Pour pouvoir prétendre au bénéfice de l'aide financière prévue par l'article L. 2123-18-4, les élus concernés doivent produire tout document justifiant de l'utilisation d'un chèque emploi-service universel conforme à l'article précité.

Article D2123-22-6

Le montant maximum de cette aide est égal à celui fixé par l'article D. 7233-8 du code du travail, par année civile et par bénéficiaire ayant eu recours à un ou plusieurs services financés par cette aide.

Il ne peut excéder le coût des services supportés par le bénéficiaire.

Article D2123-22-7

Le maire communique à l'élu bénéficiaire de l'aide financière, avant le 1er février de l'année suivant son attribution, une attestation mentionnant le montant total de l'aide perçue et précisant son caractère non imposable.

La déclaration annuelle prévue par l'article 87 du code général des impôts souscrite par la commune mentionne, pour chaque bénéficiaire, le montant de l'aide accordée par le conseil municipal.

Sous-section 3 : Indemnités de fonctions

Article R2123-23

Les majorations d'indemnités de fonction résultant de l'application de l'article L. 2123-22 peuvent s'élever au maximum pour les élus visés à l'article L. 2123-20 :

1° Dans les communes chefs-lieux de département à 25 %, dans les communes chefs-lieux d'arrondissement à 20 %, dans les communes sièges du bureau centralisateur du canton ou qui avaient la qualité de chef-lieu de canton avant la modification des limites territoriales des cantons prévues en application de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral, à 15 % ;

2° Dans les communes sinistrées, à un pourcentage égal au pourcentage d'immeubles sinistrés de la commune. Ce supplément d'indemnité peut se cumuler, le cas échéant, avec les majorations prévues au 1° ci-dessus, mais il doit être calculé d'après le montant de l'indemnité tel qu'il est prévu aux articles L. 2123-20 à L. 2123-24 ;

3° Dans les communes mentionnées aux 3° et 4° de l'article L. 2123-22, à 50 % pour les communes dont la population totale est inférieure à 5 000 habitants et à 25 % pour celles dont la population totale est supérieure à ce chiffre. Un arrêté du préfet détermine les communes dans lesquelles les dispositions prévues au 4° de l'article L. 2123-22 sont applicables ;

4° Dans les communes mentionnées au 5° de l'article L. 2123-22, les indemnités de fonctions peuvent être votées dans les limites correspondant à l'échelon immédiatement supérieur à celui de la population des communes visé à l'article L. 2123-23.

Section 4 : Protection sociale

Sous-section 1 : Sécurité sociale

Article D2123-23-1

Tout membre du conseil municipal percevant des indemnités de fonction et qui ne peut, en cas de maladie, maternité ou accident, exercer effectivement ses fonctions au-delà d'un délai de 15 jours francs, est tenu d'indiquer à la collectivité dont il est l'élu le montant des indemnités journalières qui lui sont, le cas échéant, versées par son régime de sécurité sociale au titre de son activité professionnelle, accompagné des pièces justificatives concernant l'arrêt de travail et son indemnisation, afin de déterminer le montant des indemnités de fonction à lui attribuer conformément à l'article L. 2123-25-1.

En cas de trop-perçu, la commune procède à la répétition de l'indu à compter de la réception des indemnités journalières par l'élu et de la déclaration de leur montant.

Lorsque l'élu ne bénéficie d'aucun régime d'indemnités journalières ou ne remplit pas les conditions pour bénéficier d'une indemnisation auprès du régime de sécurité sociale dont relève son activité, les indemnités de fonction sont maintenues en totalité pendant la durée de l'arrêt de travail.

En cas de cumul de mandats, les dispositions prévues au premier alinéa du présent article s'appliquent à chaque mandat.

Article D2123-23-2

Lorsque le délai de carence prévu par le régime de sécurité sociale dont relève l'élu municipal pour le versement des indemnités journalières est supérieur au délai de 15 jours fixé à l'article D. 2123-23-1, les indemnités de fonction lui sont versées en totalité pendant la période ne donnant lieu au versement d'aucune indemnité journalière.

Sous-section 2 : Retraite

Article R2123-24

Le plafond des taux de cotisations prévus à l'article L. 2123-27 est fixé ainsi qu'il suit :

– taux de cotisation de la commune : 8 % ;

– taux de cotisation de l'élu : 8 %.

Article D2123-25

Les maires, adjoints aux maires, maires délégués dans les communes associées, maires délégués dans les communes déléguées, présidents et vice-présidents des communautés urbaines, affiliés obligatoirement au régime de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (I.R.C.A.N.T.E.C.) à partir du 1er janvier 1973 ou qui l'ont été depuis cette date peuvent, sur leur demande, faire prendre en compte les services accomplis avant le 1er janvier 1973 et pour lesquels ils ont perçu une indemnité de fonction.

Ils doivent, à cet effet, effectuer un versement égal au montant des cotisations qui auraient été acquittées au titre du régime de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques ou des régimes qui l'ont précédé, si ces régimes leur avaient été appliqués aux époques où ces services ont été accomplis ; la commune doit alors verser la part des cotisations qui lui aurait incombé.

La demande de validation doit être formulée dans le délai de deux ans à compter de l'affiliation de l'intéressé.

La validation demandée après l'expiration du délai de deux ans prévu à l'alinéa précédent est subordonnée au versement par l'intéressé de sa cotisation majorée dans la même proportion que le salaire de référence depuis la date de forclusion.

Les versements rétroactifs à la charge du bénéficiaire doivent être effectués en totalité, sous peine de déchéance du droit à validation, avant l'expiration d'un délai courant à partir de la notification faite à l'intéressé et calculé à raison d'un trimestre par année entière de services à valider.

Article D2123-26

Les élus affiliés à l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (I.R.C.A.N.T.E.C.) cotisent au-delà de soixante-cinq ans.

Article D2123-27

Les élus affiliés à l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (I.R.C.A.N.T.E.C.) bénéficient, à titre obligatoire, du capital-décès complémentaire prévu au titre du régime complémentaire de retraite sans qu'il soit besoin que la collectivité locale prenne une délibération particulière à cet effet.

Article D2123-28

Les élus affiliés à l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (I.R.C.A.N.T.E.C.) sont soumis aux dispositions réglementaires régissant cette institution dans la mesure où elles ne sont pas contraires à celles de la présente sous-section.

FIN

M. le Maire : nous allons à présent passer au point n° 6 de l'ordre du jour relatif à la lecture de la Charte de l'élu local et aux conditions d'exercice des mandats des membres du Conseil municipal. C'est un peu fastidieux, c'est une lecture, mais le contenu est essentiel.

L'article L2121-7 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales prévoit que « lors de la première réunion de l'organe délibérant, immédiatement après l'élection du Maire et des Adjoints, le maire donne lecture de la charte de l'élu local et remet aux conseillers municipaux une copie de cette charte, que vous avez sur table, ainsi que des dispositions du Code général des collectivités territoriales relatives aux conditions d'exercice des mandats des membres du conseil municipal »

Je vais donc vous lire la charte que vous trouverez également sur vos tables accompagnées des dispositions du Code général des collectivités territoriales relatives aux conditions d'exercice des mandats des membres du conseil municipal :

Article L 1111-13 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

Dans l'exercice de son mandat, l'élu local s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité ainsi que les lois et les symboles de la République.

L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité. Dans ce cadre, il poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

L'élu local s'engage à ne pas utiliser à d'autres fins les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.

Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel.

L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances dans lesquelles il a été désigné.

Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et des décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

L'élu local déclare, dans un registre tenu par la collectivité territoriale, les dons, avantages et invitations d'une valeur qu'il estime supérieure à 150 euros dont il a bénéficié en raison de son mandat.

Ne sont pas soumis à cette obligation déclarative les cadeaux d'usage et les déplacements effectués à l'invitation des autorités publiques françaises ou dans le cadre d'un autre mandat électif.

Article L 1111-14 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) :

Les élus locaux peuvent bénéficier du versement d'une indemnité pour l'exercice effectif de leurs fonctions électives et de la prise en charge des frais exposés dans ce cadre, dans les conditions prévues par la loi.

Les élus locaux sont affiliés, pour l'exercice de leur mandat, au régime général de la sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale et à des régimes spéciaux définis par le présent code.

Les élus locaux bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité territoriale, conformément aux règles fixées par le Code pénal, les lois spéciales et le présent code.

Le droit à la formation est reconnu aux élus locaux. Il s'exerce dans les conditions fixées par le présent code.

Toute personne titulaire d'un mandat local bénéficie, dans des conditions prévues par la loi, de garanties accordées dans l'exercice du mandat et à son issue et permettant notamment de concilier celui-ci avec une activité professionnelle ou la poursuite d'études supérieures.

Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes mentionnés à l'article L. 1111-13 que je viens de vous lire.

Un décret en Conseil d'État détermine les modalités et les critères de désignation des référents déontologues.

7° COMMUNICATION : LISTE DES CONSEILLERS DE MULHOUSE AU SEIN DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (Secrétariat Général/5.6.2/4)

Conformément aux arrêtés du Préfet du Haut-Rhin des 9 octobre 2025 et 8 janvier 2026 constatant le nombre total et la répartition des sièges au sein du Conseil Communautaire de la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, la Ville dispose de **39** Conseillers au sein du Conseil Communautaire.

Les Conseillers Communautaires de la Ville de Mulhouse sont les suivants :

- M. AMATRUDA Jean-Marc
- Mme BEN HADJ Sirine
- M. BENABID Thibault
- M. CAHN Rodolphe
- Mme CHOPIN Catherine
- M. COLOM Florian

- M. COUCHOT Alain
- M.COUTAYE Thierry
- Mme DE MARIN Carine
- Mme DELAPORTE Angélique
- M. DUVERNOIS Philippe
- M. FETTIS Boubaker
- Mme GHELLI Delphine
- Mme GOETZ Anne-Catherine
- M. GRIENENBERGER Francis
- Mme GUEMAZI-KHEFFI Fatiha
- M. GUTHMANN Frédéric
- Mme HIMER Aya
- Mme HOTTINGER Marie
- M. LALLEMANT Philippe
- Mme LAUMOND Anne
- Mme LEGOUGE Patricia
- Mme MARCHANT Mélanie
- M. MARQUET Frédéric
- Mme MILLION Lara
- M. MINERY Loïc
- Mme MIQUÉE Peggy
- Mme PARTOUCHE Kelly
- M. PAULIAC Denis
- M. PINTO Pierre
- M. REICHLING Jean-Louis
- Mme RITZ Christelle
- Mme SACARD Brigitte Biriçik
- M. SASSI Annouar
- Mme SCHWEITZER Pascale Cléo
- M. SIMEONI Joseph
- M. STEGER Christophe
- Mme ZEHRI Sarah
- M. ZUMBIHL Hubert

Avant de conclure cette séance, je vous rappelle que la Ville de Mulhouse dispose de 39 Conseillers Communautaires pour la représenter au sein du Conseil d'Agglomération de m2A. La liste de ces conseillers figure dans la liasse qui accompagnait la convocation au conseil municipal de ce jour. Il a toutefois eu un changement entre temps puisque Mme Aya HIMER remplace Mme LUTZ, démissionnaire.

Ces élus recevront prochainement une convocation au Conseil d'installation de m2A qui aura lieu le mardi 7 avril à 17h30 au Parc des Expositions de Mulhouse.

-Le prochain conseil municipal, qui est notamment consacré à la désignation des représentants du Conseil dans différentes instances, aura lieu jeudi 9 avril à 15h ici même à la SIM. La convocation, ainsi que les projets de délibérations, vous seront transmises une semaine avant, c'est-à-dire le 2 avril, sur votre adresse mail institutionnelle.

-Je rappelle que les conseillers municipaux sont invités à venir récupérer une tablette sur laquelle ils pourront, entre autres, télécharger les liasses du conseil municipal : mercredi 1^{er} avril en salle des commissions de la Mairie - située entrée C - entre 9h et 12h et entre 13h30 et 16h.

Petit point de pratique, avant de clôturer cette séance, nous allons faire une photo du conseil dans cet amphithéâtre. Je vous demanderais de patienter quelques minutes, chers conseillers, le temps que les services déplacent le mobilier situé sur l'estrade, et je demanderai aussi aux personnes qui ne font pas partie de vos conseils c'est-à-dire le public de quitter cet espace pour faire cette photo nous nous retrouvons juste dans le hall.

Une fois que la photo sera faite, nous nous rendrons au vin d'honneur servi dans l'Allée Schlumberger, juste dans ce bâtiment.

Je rappelle au Doyen, aux assesseurs et au secrétaire de séance qu'ils ne doivent pas partir d'avoir signé le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints ainsi que la feuille de proclamation.

Merci, à vous et à très bientôt !

Applaudissements

Fin de la Séance à 16h25.

Le Maire



Frédéric MARQUET

Le Secrétaire de séance



Régis OCHSENBEIN
Directeur Général des Services